

**Corruption des systèmes alimentaires :
pourquoi faut-il s'opposer aux fausses solutions
miracles proposées par le Sommet sur
les systèmes alimentaires ?**

Communiqué #118
octobre 2021



Les cartes représentées sur cette page et les pages 15 et 21 sont tirées du nouveau jeu développé par ETC Group : « Disruption ! Un combat pour le futur de l'alimentation ».

Découvrez le jeu sur notre site : www.etcgroup.org

Remerciements

Nous remercions chaleureusement la fondation Rosa Luxemburg Stiftung-Manila pour son soutien. Cette publication est parrainée par la fondation Rosa Luxemburg Stiftung avec des fonds du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de la République fédérale d'Allemagne. Cette publication ou des parties de celle-ci peuvent être utilisées gratuitement par d'autres personnes à condition de fournir une référence appropriée à la publication originale. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ETC Group et ne reflète pas nécessairement la position de RLS. Nous remercions également Bread for the World, Misereor, CS Fund, 11th Hour Project et AgroEcology Fund pour leur soutien à notre travail sur la concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires.

Illustrations

Première page : Becky Green, @spacenomadsketches; this page, @isabellemorgan_illustration & CharleyHallArt.com; pp 15, 16 et 21, CharleyHallArt.com

Traduction en français : Chloé Pierre et Yann Meurot

Les versions anglaise et espagnole de ce rapport sont disponibles sur notre site : www.etcgroup.org

Octobre 2021

CONTENU

Sommaire	4
Introduction	5
Appropriation de l'alimentation par la « gouvernance multipartite » dans le cadre du SSA	8
Le Sommet soutient la prise de contrôle de l'alimentation par les entreprises et prévoit de saper le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)	11
Un sommet pour mettre un terme à la souveraineté alimentaire	17
Les pièges du SSA : ce dont il faut se méfier « à l'intérieur même » du sommet	18
Le tsunami de la numérisation menace les systèmes alimentaires	23
Invitations à participer au SSA : un cadeau empoisonné ?	24
Une « nouvelle normalité » dangereuse ? La prise de décision virtuelle	25
Une approche globale : d'autres ramifications entrepreneuriales poussent et tirent dans la même direction que le SSA	26
Le sommet que NOUS voulons	31
Encadré 1 : Résumé rapide	6
Encadré 2 : Quel est le programme du SSA ?	8
Encadré 3 : Qu'est-ce que la gouvernance multi-partite et quel est le problème qu'elle pose ?	10
Encadré 4 : Quelques acteurs clés du SSA	13
Encadré 5 : SSA, une histoire contée depuis Londres ?	16
Encadré 6 : Souveraineté alimentaire, Déclaration du Forum Nyéléni 2007	18
Encadré 7 : Le blitz des « solutions révolutionnaires » du SSA détourne l'attention de la nécessité d'approches plus transformatrices	19
Encadré 8 : Comment et pourquoi les « SFN » ont contaminé les forums intergouvernementaux	20
Encadré 9 : Une combinaison de rêve pour les entreprises : l'agriculture numérique combinée à la compensation carbone	22
Encadré 10 : Le mauvais sommet : le sommet dont nous avons besoin VS celui qui est prévu	29

Sommaire

Le sommet sur les systèmes alimentaires qui aura lieu à New York cet automne (2021), n'est pas le sommet dont nous avons besoin. Son but réel n'est pas de changer nos systèmes alimentaires pour le meilleur, mais de créer une histoire qui permette à la chaîne alimentaire industrielle de continuer de s'étendre au dépend des autres systèmes alimentaires.

Les partisans du Sommet sur les systèmes alimentaires (SSA) prétendent que notre « système alimentaire » est dépassé, qu'à cause de la croissance démographique et du réchauffement climatique, nous ne serons bientôt plus en mesure de nourrir tout le monde. Selon eux, seules les nouvelles avancées technologiques peuvent nous sortir de cette impasse. Cependant ces solutions sont soigneusement avancées par ceux qui en profiteront le plus, et visent à développer la production alimentaire de type industriel, contrôlée par les grandes entreprises.

Ce sommet est conçu pour générer un momentum politique et faire place à cette narration. Il s'agit en fait d'une tribune où les entreprises et les philanthropes qui les soutiennent peuvent se présenter comme les héros qui vont « changer la donne » grâce à des solutions qui « mettront fin à la faim et à la malnutrition ». Ils nous font des promesses miraculeuses basées sur des concepts fumeux tels que « l'agriculture de précision », « la frontière numérique », « la production respectueuse de la nature », « l'agriculture climato-intelligente », « l'économie bleue », « la diminution des risques », ou « la réorientation » de l'agriculture et des modes de vie ruraux.

L'objectif sous-jacent de ce sommet, qui ne débouchera pas sur des décisions politiques ni des accords mondiaux, c'est plutôt définir les paramètres que les gouvernements choisiront de privilégier, de promouvoir et de financer à l'avenir, d'établir qui et quelles solutions seront écartées.

Une analyse méticuleuse montre que le mythe qui est érigé par les initiateurs du Sommet sur les systèmes alimentaires ignore des aspects fondamentaux de la réalité du monde dans lequel nous vivons. Il omet volontairement le fait que c'est précisément cette approche culturelle systémique qui a provoqué plusieurs crises climatiques et écologiques. Ils occultent les conséquences que l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, et plus récemment la mondialisation néolibérale ont eu et qu'elles ont encore sur les cultures alimentaires locales et indigènes du monde entier. Ce mythe élude également le fait que ce sont les paysans et les petits agriculteurs qui nourrissent 70 % de la population mondiale, ainsi que les effets induits par le système de production alimentaire industrialisé sur la santé des gens. L'analyse des rapports de synthèse du Sommet a aussi prouvé qu'ils sont moins progressistes que ce qu'ils prétendent.¹

Les partisans du SSA n'ont pas l'intention de changer le système économique à l'origine des crises actuelles, mais plutôt de le consolider et de l'étendre. Les conséquences potentielles de tels choix pourraient être graves et irréversibles. La numérisation de l'agriculture à travers le monde, notamment, pourrait rapidement gommer les savoirs traditionnels en terme de production alimentaire et ainsi éradiquer la souveraineté alimentaire, l'indépendance et le pouvoir décisionnel des agriculteurs, petits exploitants, pêcheurs et populations autochtones. Ces évolutions pourraient à leur tour entraîner une déqualification agricole et aggraver l'exode rural et les problèmes de société qui y sont liés. La colonisation des océans met également en danger les écosystèmes marins de la planète et les pêcheurs.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un sommet complètement différent de cette tentative de détournement des systèmes alimentaires mondiaux. Un véritable sommet remettrait en question les conséquences du système alimentaire industriel sur l'alimentation, la santé, le climat et la biodiversité et aurait, au cœur de ses fondements, les intérêts et

la participation significative des petits paysans, exploitants, éleveurs, pêcheurs, des peuples autochtones et des jardiniers urbains qui nourrissent l'écrasante majorité de la population mondiale. Ses résultats devraient être intégrés aux délibérations du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire, qui est déjà chargé de répondre aux problématiques que le SSA soulève et prétend résoudre, et qui dispose de mécanismes bien établis concernant la participation des détenteurs de droit et leur droit à l'auto-organisation.

Introduction

En 2020, nous avons analysé² trois initiatives intergouvernementales distinctes qui, selon nous, pourraient converger et modifier radicalement le système agricole multilatéral en faveur des intérêts des entreprises :

- Le Sommet sur les systèmes alimentaires
- La consolidation, alors imminente, du système international de recherche agricole sous le nom de « One CGIAR »
- La création planifiée d'une plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques (proposée à l'origine sous le nom de conseil numérique international pour l'alimentation et l'agriculture).

Nos prévisions sont les suivantes : « Le sommet fournit le cadre ; CGIAR est le système de livraison ; la Big Data est le produit ». En 2021, malgré tous les bouleversements qu'a entraîné la pandémie, de tels processus sont déjà à l'œuvre, et ces prédictions bien réelles. Concrètement, ces trois processus évoluent rapidement vers un potentiel détournement des systèmes alimentaires mondiaux, tandis que la pandémie continue de déstabiliser la vie des gens. Par la combinaison de ces processus, les intérêts des entreprises et leur mainmise sur l'alimentation et l'agriculture se trouvent renforcés, notamment grâce à de nouvelles technologies numériques contrôlées par les entreprises, qui, à terme, marginaliseront encore plus les paysans, petits exploitants, communautés indigènes, pêcheurs artisanaux et producteurs locaux.

Lorsque les grands patrons de multinationales du secteur de l'alimentation comme Unilever³ proposent de réparer un « système alimentaire dépassé », il convient de s'interroger sur le système dont ils parlent en réalité et sur ceux qui vont toucher les bénéfices de cette réparation. Le « système alimentaire dépassé » devrait désigner précisément la chaîne alimentaire industrielle, cette partie du système alimentaire mondial contrôlée par les intérêts corporatifs, qui fonctionne largement grâce aux intrants chimiques et aux combustibles fossiles, qui promeut l'uniformité des récoltes et produit principalement pour les marchés commerciaux des pays développés et les classes supérieures et moyennes dans les pays en développement. La chaîne alimentaire industrielle n'est pas seulement dépassée, elle est une nuisance active. Elle utilise 75 % des terres arables mondiales, 80 % de l'eau douce et entraîne au moins 90 % des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture.⁴

De plus, malgré ce que l'industrie alimentaire tente de nous faire croire, cette « chaîne alimentaire » ne représente pas la totalité du système alimentaire. En fait, le récit d'un « système alimentaire dépassé », avancé par le SSA, maintient dans l'ombre la réalité de la production alimentaire pour la plus grande partie de la planète. ETC Group estime que seulement l'équivalent de 30 % de la population mondiale est nourri principalement par la chaîne alimentaire industrielle, tandis que les 70 % restants obtiennent leur nourriture principalement à partir de réseaux alimentaires locaux de petits exploitants. La FAO va plus loin et suggère que plus de 80 % de la nourriture mondiale est produite par des agriculteurs familiaux et leurs réseaux.⁵ La chaîne alimentaire industrielle sabote activement ce réseau alimentaire paysan. En parlant de simplement « réparer » la chaîne alimentaire, le SSA menace de saper ces systèmes alimentaires fonctionnels plus importants, tout en soutenant précisément le système alimentaire qui est vraiment dépassé et irresponsable : la chaîne agroalimentaire industrielle.

Le « système alimentaire » reconnu et respecté par la plupart des acteurs dans les domaines de l'alimentaire et de l'agriculture, reconnaît et respecte diverses approches de la production, transformation et distribution des aliments, et donne du crédit aux systèmes traditionnels. Cependant, le Sommet sur les systèmes alimentaires détourne clairement et de façon délibérée l'attention de cette approche pour l'orienter vers une intensification de la chaîne alimentaire industrielle. Les initiateurs du SSA ont utilisé leur influence politique et financière croissante au sein des Nations Unies pour saper le processus multilatéral et le remplacer par ce qu'ils appellent la « gouvernance mondiale multipartite », qui sert en fait à dissimuler la promotion des intérêts des sociétés transnationales.

Comme expliqué dans notre dernier communiqué, le Sommet sur les systèmes alimentaires devait initialement être le point culminant de plusieurs cycles de négociations liés à d'autres sommets et événements qui auraient dû se dérouler en 2020. La pandémie de COVID-19 a évidemment remis en question les calendriers d'origine et a prolongé ces processus jusqu'à 2021 voire 2022.

Il s'agit notamment de la COP-26 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, au Royaume-Uni, et de la COP-15 de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CBD), qui se tiendra à Kunming, en Chine, ainsi que de la Plateforme internationale pour l'alimentation et

Encadré 1 : Résumé rapide

Récits et fausses solutions

La pandémie mondiale a été une excuse utile pour mettre en œuvre un plan de « détournement subtil » des systèmes alimentaires mondiaux et des institutions qui y sont liées. Ce détournement est mené par les entreprises transnationales du domaine de l'agroalimentaire, qui s'associent de plus en plus avec les géants de la technologie. Des coalitions orchestrées par les entreprises représentent leurs intérêts et font pression en inventant des récits plausibles qui insinuent – à tort – que la seule voie possible est la leur.

L'idée que le système alimentaire est complètement « dépassé » et qu'il doit être réparé, à l'aide de solutions et technologies héroïques fournies par les entreprises, est au cœur du discours véhiculé par le SSA et tous les processus qui gravitent autour. Il existe effectivement des problèmes qui doivent être résolus, mais cette histoire falsifiée écarte les préoccupations fondamentales quant à qui sont les responsables des processus existants qui nuisent au climat et à l'environnement, ainsi que les droits de l'homme et le bien-être des populations. Le discours du SSA fait l'impasse sur les effets dévastateurs de la chaîne alimentaire industrielle.

L'attention doit donc se porter sur le rôle coupable de la chaîne alimentaire industrielle, qui doit faire l'objet d'un examen critique mettant en lumière sa responsabilité, y compris dans l'apparition des pandémies. Quant à la transformation fondamentale qui s'impose, elle ne saurait être façonnée par ceux qui sont à l'origine des préjudices que nous constatons. Nous ne devons pas non plus leur permettre d'accroître leur contrôle sur les systèmes alimentaires en conservant la même logique de développement technologique, qui jusqu'à maintenant servait de prétexte pour extraire davantage de ressources et récolter toujours plus de bénéfices pour leurs actionnaires.

Quels sont les enjeux ?

La concrétisation de l'agenda du Sommet, cautionné par les entreprises, entraînerait de nouvelles conséquences négatives sur la souveraineté alimentaire et la biodiversité agricole dans les champs des agriculteurs, elle éroderait rapidement les connaissances développées par les paysans, les communautés locales et les populations indigènes au fil de générations de partage, d'échanges et d'utilisations. À l'heure où la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité

l'agriculture numériques, qui sera bientôt créée (et qui sera hébergée par la FAO et avait été proposée par le gouvernement allemand à l'origine), mais aussi de la réforme du système mondial de recherche agricole par la consolidation de différentes parties du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sous la pression de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Fondation Rockefeller. Au moment où nous écrivons ces lignes, le Sommet sur les systèmes alimentaires est prévu pour l'automne 2021, le sommet climatique COP-26 de la CCNUCC pour novembre 2021, et la COP-15 de la CDB serait probablement reportée à 2022.

Si l'on considère tous ces éléments, il nous paraît évident que quelque chose de significa-

s'aggravent, nous ne pouvons pas nous permettre d'être dupés et de laisser les entreprises s'emparer des réseaux essentiels qui nous nourrissent, dans le seul but de servir leurs propres intérêts.

Acteurs

- Agroindustrie, sociétés de Big Data, spéculateurs financiers
- Mouvements d'agriculteurs, société civile
- Bureaucratie de l'ONU, gouvernements
- Grands donateurs qui soutiennent le modèle agricole industriel.

Forums

Sommet sur les systèmes alimentaires : sommet préparatoire du 26 au 28 juillet 2021 à Rome ; et sommet proprement dit à New York (peut-être en septembre autour de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies).

Actions

Les mouvements populaires et la société civile doivent comprendre les implications profondes du nouvel agenda biotechnologique et numérique (et bio-numérique) des entreprises dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, et le fait que le SSA est envisagé comme un moyen d'établir un

tif se prépare dans la gouvernance du système alimentaire mondial, et ce « quelque chose » favorise très certainement l'agenda des grands mécènes, des géants de l'agriculture et des données tels qu'Amazon, Microsoft et autres acteurs du Forum de Davos, qui se lancent agressivement dans l'alimentation.

En outre, ce n'est probablement pas une coïncidence si cette entente tacite d'acteurs mondiaux s'immisce dans les espaces de gouvernance du climat et des systèmes alimentaires au moment précis où les Nations Unies et les institutions multilatérales de l'alimentation et de l'agriculture sont les plus faibles. Cet alignement d'intérêts résulte d'une conjoncture qui associe des limitations de ressources, des assauts de la part de régimes autoritaires

cadre pour faire avancer cet agenda. Nous devons également comprendre et déconstruire les récits mensongers qui sont utilisés pour le promouvoir. Nous réaffirmons le rôle clé des systèmes alimentaires territoriaux construits de bas en haut par les personnes qui nourrissent déjà la majorité de la population mondiale. Ils sont les garants de la biodiversité agricole qui constitue la base de l'alimentation mondiale, du maintien de la santé des populations et de la planète et de la prévention d'un nouveau chaos climatique. Nous devons réaffirmer la souveraineté alimentaire ainsi que l'importance des divers systèmes agroécologiques paysans ruraux et urbains qui constituent collectivement la voie vers la souveraineté alimentaire et le droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires. Nous rejetons la proposition de prise de contrôle des systèmes alimentaires mondiaux par les entreprises, axée sur la numérisation et motivée par le seul profit.

en pleine ascension, de faiblesses internes au sein de l'ONU ainsi que d'une désorientation continue issue du passage sans précédent à un mode de négociations virtuel dans les processus multilatéraux.

Qu'il s'agisse d'un renversement coordonné visant le lien entre le climat, la santé, la biodiversité et la gouvernance alimentaire ou d'une simple confluence d'intérêts et d'opportunités favorables aux entreprises, le résultat est le même : une énorme quantité d'argent, de volonté politique et d'énergie en matière de relations publiques est actuellement canalisée vers un ensemble d'initiatives de gouvernance qui faciliteront les intérêts et la prise de contrôle par les entreprises, tout en détournant les changements nécessaires à la production de véritables améliorations dans les systèmes alimentaires.

Appropriation de l'alimentation par la « gouvernance multipartite » dans le cadre du SSA

La plupart des protestations des groupes de la société civile contre la proposition du SSA se sont élevées contre ce que l'on appelle la « gouvernance multipartite » (multi-stakeholderism), adopté par le Sommet pour remplacer le « multilatéralisme ». Pour les personnes étrangères aux processus de gouvernance de l'ONU, ces deux mots à consonance similaire peuvent sembler étranges et opaques - pourtant, ils sont utilisés pour décrire deux philosophies très différentes concernant la manière de structurer et de mettre en œuvre les processus de gouvernance mondiale et de déterminer dans quel intérêt ils fonctionneront.

Encadré 2 :

Quel est le programme du Sommet?

- Le changement climatique comme opportunité de marché
- Solutions/production favorisant la régénération de la Nature
- Biotechnologie
- Numérisation de l'alimentation et de l'agriculture
- Protéines et viandes synthétiques
- Autres technologies de la "quatrième révolution industrielle", telles que le BECCS (bioénergie avec captage et stockage du carbone)
- Institutionnalisation de la participation des entreprises à l'élaboration des politiques alimentaires et agricoles et de leur influence sur ces politiques
- « Reconstruire en mieux » en termes de reprise économique néolibérale après la pandémie de COVID-19

Les points absents du programme

- Souveraineté alimentaire
- Droits de l'homme
- Souveraineté et droits des peuples autochtones
- Droits fonciers
- Justice raciale
- Lutte contre la répression et le déplacement des paysans, des populations indigènes et des communautés marginalisées
- Conséquences de la concentration des entreprises sur les systèmes alimentaires

Dans le jargon des Nations unies, un « sommet » est une réunion des chefs d'État des pays membres de l'ONU pour délibérer et prendre des décisions sur des questions d'importance mondiale, en traçant des étapes et des voies futures auxquelles chaque pays s'engage à contribuer. Par convention, dans le système « multilatéral », les propositions de convocation d'un sommet des Nations unies émanent d'un État membre, d'un groupe d'États membres ou d'un groupement régional ou politique, ce qui a été le cas des sommets sur l'alimentation au cours des 25 dernières années. La tâche de faciliter les délibérations entre les pays et de mettre en œuvre les processus convenus incombe généralement aux agences des Nations unies responsables de domaines de développement spécifiques - ainsi, par exemple, la FAO est chargée d'organiser les sommets liés à l'alimentation et à l'agriculture. Les sommets sur l'alimentation de 1996, 2002 et 2009, bien qu'ils ne soient pas exempts de controverses et de l'influence des entreprises, ont tous été proposés par les États membres et organisés par la FAO.

Cependant, contrairement à ses prédécesseurs, la proposition d'organiser le Sommet sur les systèmes alimentaires n'est pas venue d'un État membre des Nations unies - et son origine fait l'objet d'une certaine controverse. L'histoire « officielle » est qu'il a été pensé par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de conversations avec les dirigeants des agences alimentaires basées à Rome ⁶ pendant la session du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) en juillet 2019.⁷ Il a été officiellement annoncé par António Guterres dans son discours à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre 2019.⁸

Curieusement, cependant, un mois avant le FPHN, le 12 juin 2019, le britannique David Nabarro, un bureaucrate de haut niveau de l'ONU (voir l'encadré 3 ci-dessous), a annoncé lors de la conférence annuelle de l'EAT à Stockholm qu'un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires - qu'il a qualifié de «

secret »⁹ - se tiendrait en 2021. En plus de cela, un document conceptuel anonyme sur la proposition d'un sommet a ensuite circulé dans certains cercles le 18 juin 2019.

Selon la version officielle, indépendamment de la suite illogique des événements, le sommet est purement une initiative des bureaucrates de l'ONU - sans aucune participation des États membres de l'ONU. Cela signifie qu'il n'est pas un produit du multilatéralisme. Il enfreint un principe fondamental du multilatéralisme à l'ONU, qui repose sur le principe « un pays, une voix » et reconnaît que chaque État membre, quelle que soit sa puissance économique, a le droit de participer à toutes les décisions et d'être traité de manière égale.

Une autre anomalie dans la version officielle est qu'un protocole d'accord établissant un cadre de partenariat stratégique entre le Bureau du Secrétaire général de l'ONU et le Forum économique mondial (FEM), une organisation commerciale mondiale, a été signé le 13 juin 2019, également juste avant le FPHN.¹⁰ Bien que le protocole d'accord ne soit pas contraignant et ne couvre pas spécifiquement les systèmes alimentaires ou l'agriculture, des rumeurs persistent selon lesquelles c'est le FEM qui a mis en avant l'idée d'un Forum mondial sur les systèmes alimentaires auprès du Secrétaire général des Nations unies.¹¹ Le FEM n'est pas un État membre des Nations unies, pourtant, son influence au sein de l'ONU est indéniable et de nombreux États membres semblent considérer comme prestigieux le fait d'être invités au carnaval d'hiver annuel du FEM à Davos. Bien qu'il n'ait pas honte de dire que sa propre direction est composée d'un petit nombre de méga-corporations, le FEM n'a cessé de promouvoir l'approche multipartite de la gouvernance mondiale comme une alternative valable non seulement pour conseiller les gouvernements, mais aussi pour la coopération internationale elle-même. Ceci est étayé par le fait qu'un an avant l'annonce du Sommet sur les systèmes alimentaires, le FEM était l'un des cinq collaborateurs du processus des Dialogues sur les systèmes alimentaires ¹² qui a organisé des

dialogues régionaux et internationaux sur les questions alimentaires entre les décideurs politiques et les parties prenantes des systèmes alimentaires. Ce processus de dialogue a été utilisé comme modèle pour la conception du processus du Sommet.

En décembre 2019, l'annonce faite par Guterres qu'Agnes Kalibata servirait d'envoyée spéciale pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 a confirmé les doutes généralisés sur l'origine du sommet. Le Dr Kalibata est la présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) depuis

Encadré 3 : Qu'est-ce que la gouvernance multi-partite et quel est le problème qu'elle pose ?

La gouvernance multi-partite est un concept relativement nouveau qui est apparu dans les processus d'élaboration des politiques au cours des 30 dernières années. Il a commencé à s'imposer aux Nations unies à la suite de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (également connue sous le nom de Sommet de la Terre) qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992, avec la reconnaissance de neuf « grands groupes ». ¹³ Cependant, ces neuf divisions ont détourné l'attention et brouillé le statut relatif des principaux groupes de détenteurs de droits qui défendent les droits et les biens publics - tels que les femmes, les paysans, les travailleurs et les jeunes. Ces groupes considérés sont désormais mis dans le même sac que de nombreux autres groupes, comme ceux des parties prenantes qui se concentrent sur les intérêts à but lucratif, comme les entreprises.

En outre, même si cette approche est censée réunir tous les acteurs concernés par une question autour d'une même table, elle favorise en réalité les acteurs et les groupes les plus puissants, puisqu'elle ne reconnaît absolument pas les déséquilibres de pouvoir, l'inégalité des chances et les conflits d'intérêts.

Néanmoins, au cours des 25 dernières années, la gouvernance dite multipartite est devenue un pilier des processus de l'ONU. Les grands groupes défendent leurs positions, font pression sur les organes intergouvernementaux et les gouvernements pour qu'ils adoptent ces positions, et apportent leur expertise dans les processus intergouverne-

mentaux et les délibérations qui contribuent à la prise de décision des gouvernements.

Aujourd'hui, le Sommet sur les systèmes alimentaires semble avoir l'intention d'amener ce processus à un autre niveau encore plus inquiétant, en l'utilisant pour permettre une implication accrue des entreprises dans les processus de gouvernance. Les approches précédentes - axées sur la représentation et la participation des parties prenantes - sont très différentes du système de gouvernance multipartite, qui vise à gérer les problèmes mondiaux plutôt que d'encadrer la prise de décision démocratique par les gouvernements au sein des processus de l'ONU. ¹⁴

L'approche multipartite qui sous-tend le Sommet et les processus connexes ne peut ni ne doit supplanter ou déplacer le multilatéralisme dans l'élaboration des politiques mondiales. Aussi imparfaits qu'ils soient, la plupart des gouvernements ont toujours le devoir d'agir dans l'intérêt des populations et peuvent être tenus pour responsables devant les populations. Il en va tout autrement des entreprises et de leurs puissantes instances : elles ne sont redevables qu'à leurs actionnaires et sont généralement tenues d'agir pour protéger les intérêts de ces derniers. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, la société civile et les mouvements sociaux, y compris les représentants des producteurs et des consommateurs de denrées alimentaires, doivent agir de toute urgence pour empêcher les gouvernements d'autoriser une prise de contrôle de la gouvernance mondiale des systèmes alimentaires par les entreprises, sanctionnée par l'ONU.

2014, et l'AGRA a été créée et principalement financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, qui a joué un rôle actif pour tenter d'industrialiser le paysage alimentaire et agricole de l'Afrique. Selon certaines sources, le Dr Kalibata a été suggéré au Secrétaire général de l'ONU par les fondations Gates et Rockefeller dans le but de façonner le processus et les résultats du Sommet.

Que le Sommet soit une idée unilatérale des bureaucrates de l'ONU ou qu'il ait été imposé à la demande du Forum économique mondial, il s'écarte fortement de la tradition établie par les précédents sommets mondiaux sur l'alimentation, qui avaient par ailleurs développé de véritables décisions intergouvernementales influencées par les organisations de base et la société civile par le biais de processus inclusifs et participatifs, afin de faire un pas vers le droit à une alimentation adéquate pour tous.

Le Sommet soutient la prise de contrôle de l'alimentation par les entreprises et prévoit de saper le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Après la crise alimentaire mondiale d'octobre 2009, les États membres des Nations unies ont décidé à l'unanimité de réformer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), initialement créé en 1974, afin qu'il devienne « la principale plateforme internationale et intergouvernementale inclusive permettant à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous ». ¹⁵

Mais le mandat du CSA, qui consiste à relever les défis et à contrer les menaces potentielles qui pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale, est aujourd'hui mis à mal par le Sommet sur les systèmes alimentaires. Au lieu de s'appuyer sur la décennie de légitimité que le CSA a gagnée auprès des diverses parties prenantes, y compris les gouvernements, le

SSA tente d'établir sa propre structure de remplacement.

Il existe déjà des preuves évidentes que ce changement est en cours. Le SSA, par exemple, a créé un groupe scientifique dont le mandat recoupe largement le rôle du groupe d'experts de haut niveau (GEHN) du CSA. Toutefois, ces deux groupes sont de nature très différente. Bien que leurs mandats puissent se croiser, leurs caractéristiques et leur composition sont très différentes. Par exemple, le groupe d'experts de haut niveau ne restreint pas la définition de son rôle en termes d'organe « scientifique » - il reconnaît les différents types de connaissances nécessaires à la gouvernance des systèmes alimentaires.

Mais le groupe scientifique du SSA se concentre volontairement sur un champ d'action étroit, privilégiant l'expertise technocratique. Considéré comme la clé de la structure du SSA, le groupe scientifique est composé d'éminents universitaires et penseurs du Nord et du Sud chargés de veiller à ce que la science qui sous-tend le sommet soit « fiable, large et indépendante » pour délivrer les recommandations et « clarifier le niveau d'ambition et les engagements qui émergent du processus du sommet ». La composition asymétrique du groupe scientifique du SSA, dont seulement deux ou trois membres ont une formation en sciences sociales (et pas un seul en sciences humaines), est un bon indicateur de la nature des conseils que le groupe est à même de dispenser. ¹⁶

Cette tentative d'écarter les structures d'expertise existantes du CSA pourrait entraîner des conséquences durables, au-delà de la durée de vie du sommet lui-même. Les architectes du SSA semblent rêver d'un type de gouvernance technocratique rationalisée des systèmes alimentaires dans lequel le Big Data et l'expertise scientifique fourniraient des prescriptions technocratiques pour le système alimentaire mondial, qui pourraient être rapidement mises en œuvre sans avoir à tenir compte de quelconques facteurs politiques,

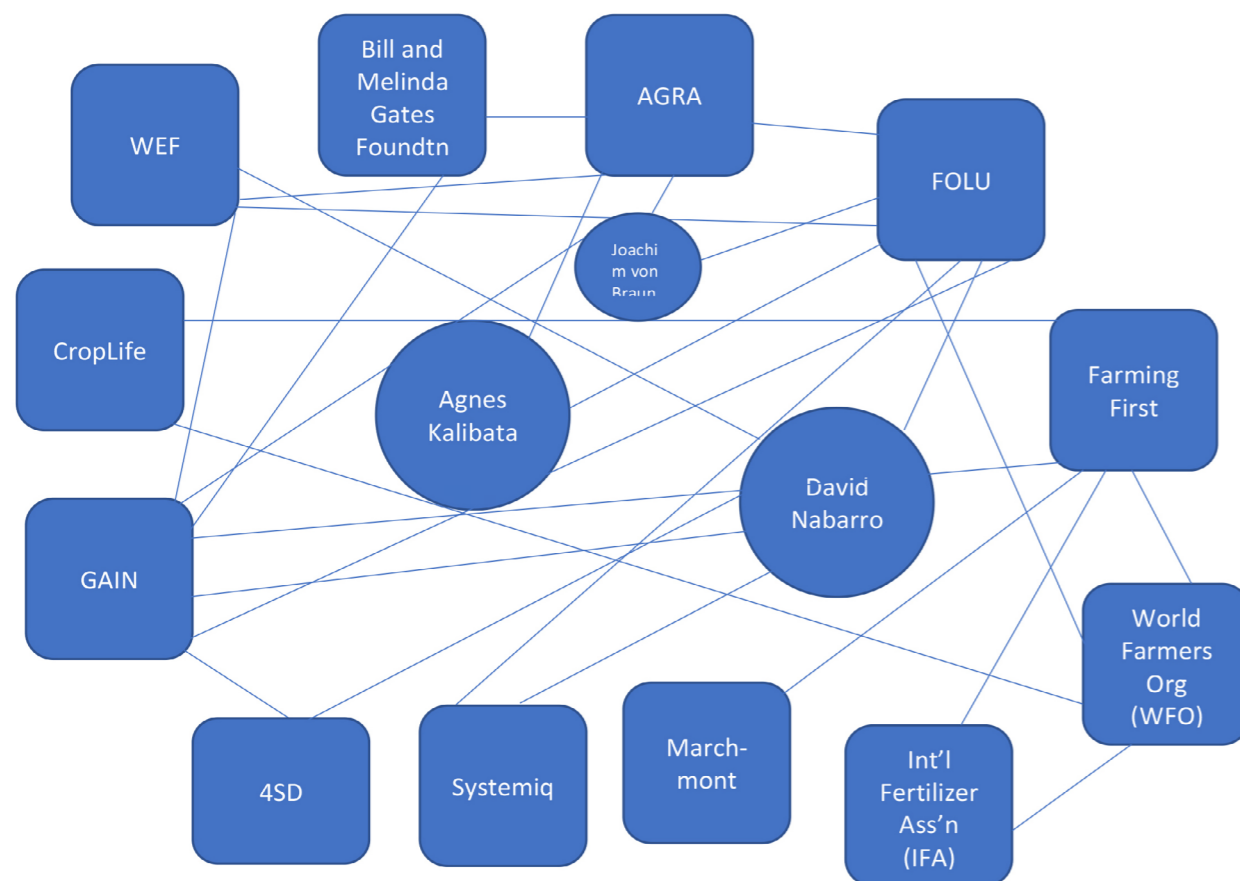
culturels, de droits de l'homme ou socio-économiques.

Dans une note d'information récente, le Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) a également averti qu'un petit groupe de partisans tente d'utiliser le SSA comme rampe de lancement pour un nouveau groupe d'experts mondial sur l'alimentation décrit comme un «GIEC pour l'alimentation» qui pourrait déloger complètement le GEHN et les structures de connaissances du CSA. Leur briefing décrit le groupe scientifique du SSA comme une « expérience précoce » pour une nouvelle interface scientifique-politique. Il observe que cette situation est très préoccupante, car elle « présente des lacunes à plusieurs égards : elle n'est pas transparente, sa composition est déséquilibrée et ses perspectives et sources de connaissances sont biaisées, elle n'est pas réflexive sur les relations entre les systèmes

alimentaires et la société et elle poursuit un programme de « technologie et d'innovation orienté vers les entreprises ».¹⁷

De plus, en mai 2021, les membres du groupe d'experts de haut niveau ont eux-mêmes contesté la recommandation anticipée du SSA concernant l'établissement d'une nouvelle interface scientifique et politique pour les systèmes alimentaires. Dans une lettre ouverte, ils ont fait observer que cette proposition revenait à réinventer la roue, qu'elle pourrait entraîner la duplication et la fragmentation accrue de la gouvernance mondiale de la politique alimentaire. Ils auraient pu mentionner qu'en plus de réinventer la roue, le SSA souhaite complètement changer les règles du jeu, en termes de contrôle du récit, de l'agenda et des leviers de pouvoir relatifs à l'alimentation et à l'agriculture.

La clique du SSA : des intérêts étroitement liés



Encadré 4 : Quelques acteurs clés du SSA

Agnes Kalibata a été nommée envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies au Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 pour « diriger » et « guider » le processus du SSA en coopération avec les agences basées à Rome. Cependant, le Dr Kalibata a un conflit d'intérêts évident.¹⁸ Depuis 2014, elle est présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), une organisation qui représente et promeut les intérêts de l'agrobusiness sur le continent africain,¹⁹ qui a été fondée et jusqu'à présent principalement financée par la Fondation Bill et Melinda Gates. Cependant, un chercheur qui suit de près l'AGRA a observé qu'elle a besoin de reconstituer son financement et qu'elle profitera du sommet pour lever des fonds. Cette affirmation a été largement réprouvée par les organisations de la société civile.²⁰ Le Dr Kalibata siège également dans divers conseils d'administration, conseils et commissions liés à des entreprises, notamment le Global Agenda Council du Forum économique mondial (FEM), la Food and Land Use (FOLU) Coalition, l'Architecture for REDD + Transactions (ART) et l'International Fertilizer Development Corporation (IFDC).²¹

David Nabarro est l'un des principaux architectes du SSA. Spécialiste du développement international, il a occupé divers postes à l'Organisation mondiale de la santé et au siège des Nations unies. Très proche des entreprises et de l'industrie, il conseille le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) sur les questions relatives aux systèmes alimentaires.²² Il joue également un rôle clé dans un certain nombre d'autres coalitions d'entreprises et d'entités activement impliquées dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, à savoir 4SD (Skills, Systems and Synergies for Sustainable Development),²³ FOLU (Food and Land Use Coalition) et SYSTEMIQ (une petite mais influente société de conseil aux entreprises basée à Londres qui a créé et héberge FOLU).²⁴ Basé à l'Imperial College de Londres, il a été désigné par

le Secrétaire général des Nations unies pour diriger le mouvement «Scaling Up Nutrition» (SUN), qui, à l'instar du Sommet sur les Systèmes Alimentaires, a été critiqué pour son approche descendante (top-down) et élitiste, pour l'influence croissante du secteur privé sur l'élaboration des politiques et pour avoir proposé des solutions technologiques au lieu de se concentrer sur les causes structurelles de la malnutrition.²⁵

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ancien premier ministre du Portugal, est devenu le neuvième secrétaire général de l'ONU en 2017. Au cours de sa première année de mandat, António Guterres a élaboré son programme politique sur les technologies de pointe et a convoqué un groupe de haut niveau sur la coopération numérique coprésidé par Jack Ma d'Alibaba et Melinda Gates de Microsoft, qui a formulé des recommandations faisant progresser la gouvernance multipartite dans la sphère numérique. M. Guterres a également présidé le partenariat ONU-FEM,²⁶ qui a contribué à la prise de contrôle croissante de l'ONU par les entreprises.

Joachim Von Braun, président du groupe scientifique du Sommet sur les systèmes alimentaires, est le directeur du Centre de recherche sur le développement (ZEF) de l'Université de Bonn. De 2002 à 2009, il a occupé le poste de directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), un centre de recherche du CGIAR.²⁷ L'un des principaux bailleurs de fonds du CGIAR est la Fondation Bill et Melinda Gates et l'une des dernières évolutions de la structure du CGIAR a été la centralisation de ses différentes branches en une seule entité, un mouvement poussé par la Fondation Bill et Melinda Gates, la Banque mondiale et les gouvernements américain et britannique.²⁸ Le Dr von Braun est membre du conseil d'administration de l'Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA).

Bien que le **Forum économique mondial (FEM)** se proclame comme une plateforme multipartite « engagée dans l'amélioration

de l'état du monde », ²⁹ ses membres et son conseil ³⁰ d'administration sont très majoritairement représentatifs des intérêts des entreprises et les promeuvent : il est composé des 1 000 plus grandes entreprises mondiales et d'autres partenaires. ³¹ Parmi les membres du conseil d'administration figurent par exemple Mukesh Ambani, président de Reliance et homme le plus riche d'Inde, Laurence D Fink, PDG de Blackrock, et Mark Schneider, PDG de Nestlé. ³² Les sociétés susmentionnées sont connues pour leurs terribles bilans en matière de droits de l'homme, ³³ d'évasion fiscale ³⁴ et de dommages écologiques. ³⁵ Lors de sa dernière réunion annuelle, qui s'est tenue en 2020, le FEM comptait 3 000 participants du monde entier, dont de puissants dirigeants politiques tels que Donald Trump, Han Zheng, Angela Merkel, et des représentants d'organisations internationales, notamment Antonio Guterres, Kristalina Georgieva, Christine Lagarde ³⁶ et bien d'autres. Ils se sont réunis pour discuter du « capitalisme des parties prenantes » tel que présenté dans le « Manifeste de Davos ». ³⁷ L'influence du FEM est évidente dans l'accord de partenariat stratégique FEM-ONU qui a été critiqué par de nombreuses organisations de la société civile au motif qu'il fournirait un accès commode aux intérêts des entreprises au sein de l'ONU, et parce qu'il réduit la transparence et la nature impartiale de l'ONU. ³⁸ Sean de Cleene, membre du comité exécutif du FEM et responsable de l'initiative Future of Food du FEM, est un ancien vice-président d'AGRA et un ancien vice-président pour les initiatives mondiales, la stratégie et le développement commercial du géant des engrais Yara.

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a été créée en 2006 grâce à un financement de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Fondation Rockefeller. ³⁹ Depuis lors, elle a également reçu des fonds des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays, dont l'Allemagne. Le plan de l'AGRA était d'introduire une révolution verte en Afrique en utilisant des semences commerciales à haut rendement, des engrais synthétiques et des pesticides pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des petits

exploitants agricoles pauvres. De nombreux éléments prouvent que l'AGRA n'a pas réussi à atteindre un grand nombre de petits exploitants agricoles. Au contraire, la période de l'AGRA a été marquée par une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays ciblés. ⁴⁰ Outre le rôle du Dr Kalibata en tant que président de l'AGRA (voir ci-dessus), le chef de cabinet du Dr Kalibata en tant qu'envoyé spécial, Adam Gerstenmier, est également le chef des relations internationales et de la stratégie de l'AGRA. M. Gerstenmier a été directeur général du Forum africain de la révolution verte ⁴¹ et ancien chef de cabinet de la Fondation Bill et Melinda Gates. ⁴²

La coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (FOLU) a été créée en 2017 par la société d'engrais Yara et la multinationale Unilever, deux des pires pollueurs au sein du secteur agroalimentaire. Elle a ensuite été confiée à SYSTEMIQ pour en assurer la gestion. ⁴³ Les principaux partenaires de FOLU sont AGRA, EAT, Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN), International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), Sustainable Development Solutions Network (SDSN), SYSTEMIQ, le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) et le World Resources Institute (WRI). Parmi leurs bailleurs de fonds figurent actuellement la Fondation Gordon et Betty Moore, la Fondation MAVA, l'Initiative internationale sur le climat et les forêts de Norvège (NICFI) et le ministère britannique du développement international (DFID). FOLU défend l'agriculture de précision, l'édition de gènes, les solutions fondées sur la nature ⁴⁴ et d'autres recettes mercantiles de techno-solutions à des problèmes historiques et politiques complexes, qui sont soutenues par les intérêts des grandes entreprises et qui renforcent des relations inégalitaires introduites dans nos systèmes alimentaires.

Farming First, qui se décrit comme une coalition mondiale pour le développement agricole durable, compte parmi ses partisans des associations industrielles comme Croplife, l'Association internationale des engrais (IFA)

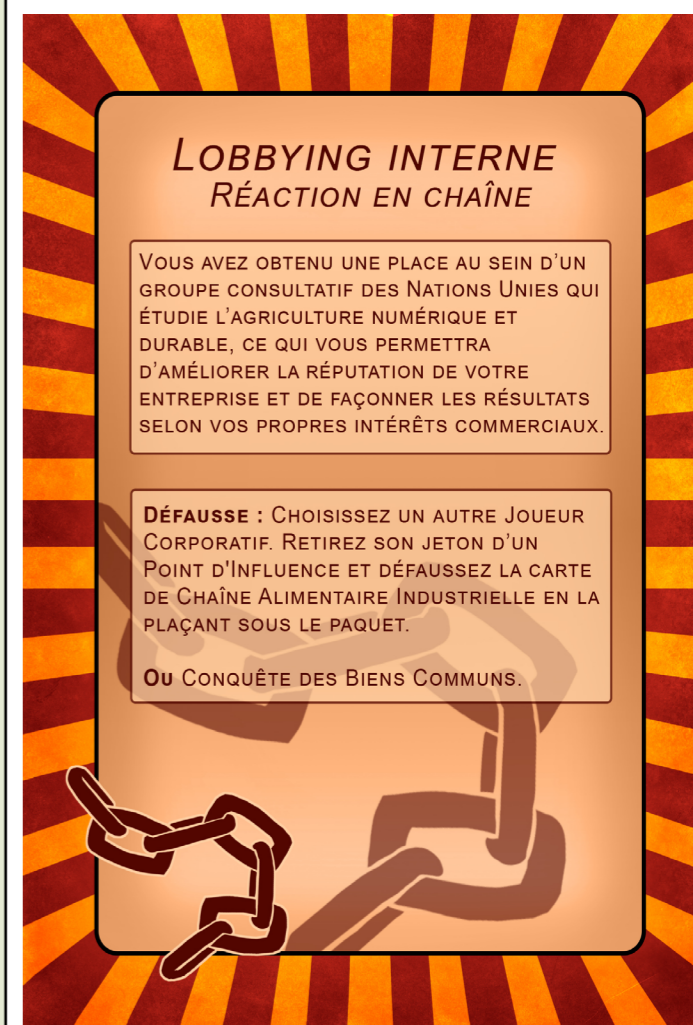
et la Fédération internationale des semences, ainsi que des coalitions comme l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA). Il est hébergé par Marchmont Communications, un cabinet de relations publiques basé à Londres qui s'occupe également des communications officielles du secrétariat de l'UNFSS.

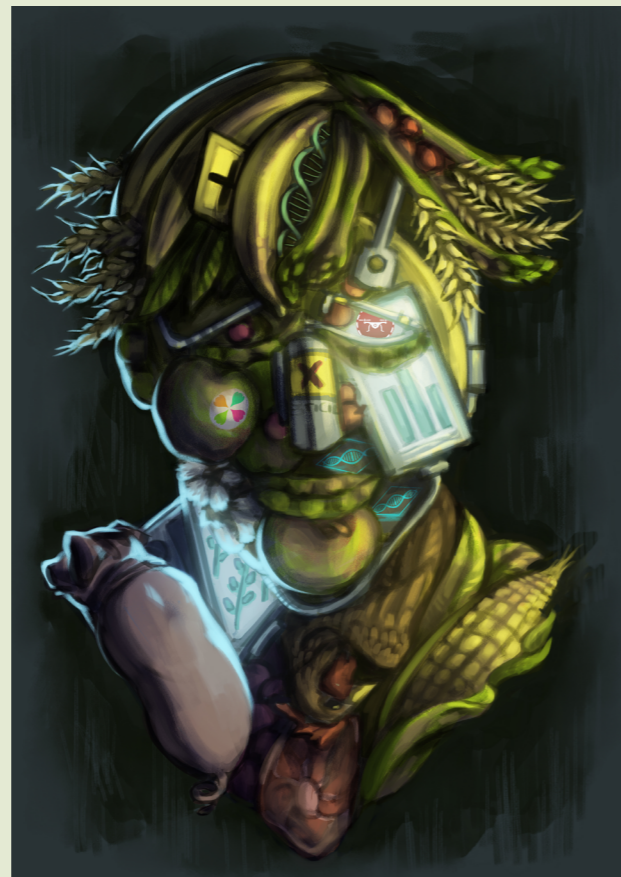
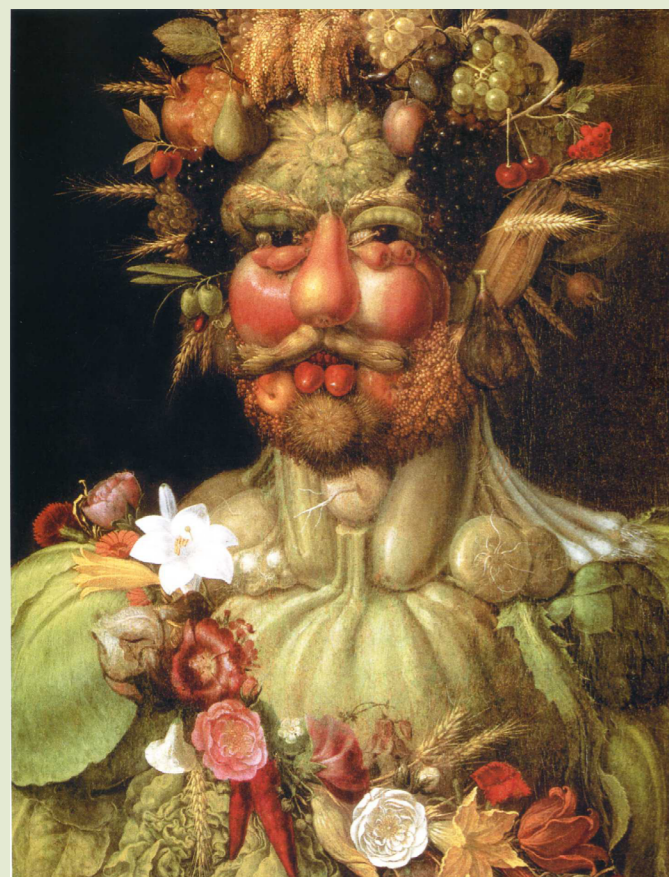
4SD est une entreprise sociale basée à Genève qui fournit des outils aux décideurs politiques pour atteindre les objectifs de développement durable de 2030. Elle a été créée par David Nabarro, qui en est le directeur stratégique. ⁴⁵ 4SD a développé et soutient l'approche de dialogue à trois niveaux du SSA, composée de dialogues au sommet mondial, de dialogues avec les États membres et de dialogues indépendants. Le SSA admet que la conception de ses dialogues a été explicitement inspirée par le Dialogue sur les systèmes alimentaires mené par le FEM, FOLU, WBCSD, EAT et GAIN en 2018. ⁴⁶

La Fondation Rockefeller a été créée en 1913 pour utiliser les bénéfices pétroliers de John D Rockefeller afin d'acquérir une emprise sur la santé, la médecine, l'éducation, les sciences sociales, l'agriculture et les sciences naturelles au niveau international. ⁴⁷ La révolution verte a des liens historiques avec la Fondation Rockefeller qui a contribué à son financement au Mexique et en Inde. En 2006, la Fondation a publié « Africa's Turn : Une nouvelle révolution verte pour le 21e siècle » qui soulignait « l'inefficacité » des exploitations agricoles africaines et proposait, comme elle l'a toujours fait, des variétés de semences à haut rendement et des engrais améliorés. ⁴⁸ La Fondation Rockefeller a toujours soutenu les efforts visant à introduire les technologies de la révolution verte pour lutter contre la faim, sans tenir compte de l'échec bien connu de cette approche et de ses effets écologiques et sociaux dévastateurs.

La Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) est une fondation philanthro-capitaliste ⁴⁹ créée en 2000, connue pour ses tentatives d'influence sur les secteurs de la santé et de

l'agriculture, ⁵⁰ entre autres, en leur apportant un soutien financier. Il a été souligné que la fondation ne cherche pas à changer les structures de pouvoir inégales qui ont conduit à une pauvreté et à une inégalité généralisées, mais qu'elle renforce la dépendance économique et technologique des pays en développement vis-à-vis des États-Unis et de l'Europe. ⁵¹ Bill Gates est également connu pour s'efforcer d'assurer la pérennité des bénéfices des entreprises par l'utilisation de brevets internationaux, et pour refuser de soutenir des politiques de santé publique alternatives - il s'est ainsi opposé à la levée des brevets sur le vaccin COVID-19 pour faciliter la vaccination mondiale. ⁵² Également connu pour être le plus grand propriétaire privé de terres agricoles aux États-Unis, ⁵³ Bill Gates a soutenu les efforts visant à centraliser le CGIAR et à obtenir le contrôle de l'approvisionnement en semences.





Encadré 5 : SSA, une histoire contée depuis Londres ?

Il y a un autre acteur clé dans les coulisses du SSA : Londres. L'architecte principal du SSA, **David Nabarro**, a fait de Londres sa base politique. Il travaille à l'Imperial College et en tant que conseiller principal au sein du puissant « think tank » SYSTEMIQ, basé à Londres, qui est lui-même dirigé par deux géants de l'establishment britannique, Lord Turner (qui a dirigé la Confédération britannique de l'industrie) et Sir David King (ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique).

SYSTEMIQ a été créée par deux anciens cadres de McKinsey Management en 2016 et a été certifiée B Corporation en 2018.⁵⁴ Elle se consacre à accélérer la réalisation de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable de l'ONU en « transformant les marchés, les modèles d'affaires et les classes d'actifs dans l'utilisation des terres, l'énergie propre et les matériaux ».⁵⁵ Comme tous les autres acteurs à la tête du Sommet, les modèles qu'elle propose pour faire face à la

crise climatique s'appuient fortement sur des solutions mercantiles soutenues par les entreprises et sur une prédilection inconditionnelle pour les partenariats multipartites.⁵⁶ SYSTEMIQ a été le fer de lance de la création de la Food and Land Use Coalition (FOLU),⁵⁷ dont il gère le site web et héberge le bureau.⁵⁸

La société privée de relations publiques **Marchmont Communications**, basée à Londres, est chargée d'élaborer l'image et le discours du SSA. Marchmont héberge le secrétariat de Farming First⁵⁹ et compte parmi ses clients les centres du CGIAR, le Groupe de la Banque mondiale et CropLife⁶⁰, le groupe de pression de l'industrie de la biotechnologie des cultures et de l'agrochimie. Le propriétaire de Marchmont, ancien PDG et actuel directeur, Michael Hoewel, est identifié comme le coordinateur de Farming First.⁶¹

À gauche, *Vertumnus*, un tableau peint par Giuseppe Arcimboldo en 1591, représentant l'empereur romain Rodolphe II. Ce tableau a servi de couverture de la première édition imprimée du *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, signé en 2001. Vingt ans plus tard, le Royaume-Uni, sous la gouverne de Boris Johnson, perpétue une histoire qui soutient et développe la chaîne alimentaire industrielle au détriment des autres systèmes alimentaires. *Illustration à droite: Charley Hall, d'après une idée originale d'ETC Group.*

Londres est également pertinente de manière plus générale : elle soutient le récit qui lie les sommets sur le climat, la biodiversité et l'alimentation autour de l'idée de « solutions basées sur la nature » ou de « solutions climatiques naturelles ».⁶² Le **gouvernement de Boris Johnson** semble déterminé à faire de Londres une plaque tournante mondiale de la spéculation sur le carbone, la biodiversité et les actifs alimentaires, et à relancer la fortune de son secteur financier post-Brexit autour des technologies et des finances vertes rentables.⁶³

Un sommet pour mettre un terme à la souveraineté alimentaire

Quel est l'intérêt d'un sommet mondial sur l'alimentation ? Le premier sommet de l'alimentation, en 1996, était motivé par la pression de l'opinion publique, qui souhaitait que l'on s'attaque à cette profanation morale qu'est la faim et que l'on consacre le droit à l'alimentation, comme le réclamait la société civile. Le Sommet de l'alimentation de 2008 a été convoqué pour faire face à la crise des prix des denrées alimentaires et à la spirale de la faim causée par l'utilisation de la production céréalière pour les agrocarburants industriels plutôt que pour l'alimentation. Mais le SSA a élargi et déplacé son objectif, en le situant dans le cadre des 17 objectifs de développement durable (ODD). Bien que le deuxième objectif de cette liste appelle à une faim zéro et à des systèmes alimentaires durables, cette approche plus large, qui s'appuie sur la multitude des objectifs du développement durable, risque de faire perdre le nord aux

décideurs. Elle dilue la focalisation précise des projets précédents concernant les systèmes alimentaires, à travers la création de toute une gamme d'options technocratiques dépolitisées et d'indicateurs faciles à manipuler, censés répondre à divers problèmes mondiaux.

L'utilisation du terme « systèmes alimentaires » marque également un changement important par rapport aux précédents sommets de l'alimentation et un changement auquel la société civile doit faire attention. Alors que les mouvements progressistes en faveur de l'alimentation plaident depuis longtemps en faveur d'une approche des « systèmes alimentaires » pour aborder les problèmes interdépendants de la santé, de la faim, des droits, de l'écologie, de l'économie, de l'inégalité et plus encore, il est troublant de constater que l'application d'une optique technocratique des « systèmes alimentaires » au SSA a écarté la sécurité alimentaire et la faim de la position d'axe moral déterminant les débats et la prise de décision sur les systèmes alimentaires.⁶⁴

Les entreprises soucieuses de promouvoir leurs intérêts commerciaux surfent également sur les crises actuelles. Par exemple, le site Internet du Sommet sur les systèmes alimentaires et les pages « à propos » mettent en avant le changement climatique et les pandémies comme des facteurs clés qui justifient leurs « solutions révolutionnaires ». De cette façon, le récit sous-jacent projeté est que les problèmes actuels du système alimentaire sont enracinés dans des chocs externes plus récents, ce qui permet d'ignorer les problèmes structurels plus profonds du néocolonialisme, des relations de pouvoir entre le Nord et le Sud, d'un régime commercial mondial inégal, de la concentration des entreprises et de l'inégalité structurelle.

En outre, et sans surprise, le SSA n'attire pas l'attention sur le fait que le système alimentaire industriel est de loin le principal facteur du changement climatique et des pandémies. Au lieu de cela, on nous fait miroiter la mise en œuvre de techno-solutions et la

réalisation d'indicateurs liés à des objectifs techniques, comme un moyen de « ramener » nos systèmes alimentaires vers un score supposé « parfait » - quelque chose sur lequel les grandes entreprises et les gouvernements peuvent collaborer sans être confrontés à des questions gênantes. C'est l'antithèse de la souveraineté alimentaire.

Les pièges du SSA : ce dont il faut se méfier « à l'intérieur même » du sommet

Alors que de nombreux mouvements progressistes en faveur de l'alimentation et de la société civile ont tourné le dos à la mascarade qu'est le SSA, certains groupes ont choisi d'intégrer le processus dans l'espoir d'obtenir un plus grand soutien politique international en faveur de visions politiques plus transformatrices, durables et équitables en matière d'alimentation. Ceux qui l'ont fait ont dû faire face à deux défis inhabituels découlant de l'encadrement du SSA inspiré par le FEM.

L'idée de faire de la politique comme on fait des affaires : Les architectes du SSA complètent leur récit du « système alimentaire dépassé et victimisé » par un discours sur les « solutions héroïques qui changent la donne ». Cette conjonction de « systèmes dépassés », de « perturbations » et de solutions « révolutionnaires » est un exemple parfait de l'adhésion du SSA à la logique, aux valeurs et au langage de l'entreprise de la foule néolibérale réunie autour du Forum économique mondial.

Les cinq différentes « pistes d'action » du SSA - garantir l'accès à une alimentation sûre et nutritive pour tous, passer à des modes de consommation durables, stimuler une production respectueuse de la nature, promouvoir des moyens de subsistance équitables et renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux stress. Ces objectifs peuvent tous sembler être des résultats souhaitables, mais ils ne sont pas susceptibles de conduire aux changements qu'ils décrivent puisque

Encadré 6 : Souveraineté alimentaire, Déclaration du Forum Nyéléni 2007 ⁶⁵

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite grâce à des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les aliments au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, plutôt que les exigences des marchés et des entreprises. Elle défend les intérêts et la participation de la prochaine génération. Elle offre une stratégie pour résister et démanteler le régime commercial et alimentaire actuel des entreprises, et des orientations pour des systèmes alimentaires, agricoles, pastoraux et de pêche déterminés par les producteurs et utilisateurs locaux.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et donne le pouvoir à l'agriculture, à la pêche artisanale et aux pâturages dirigés par les paysans et les familles d'agriculteurs, ainsi qu'à la production, la distribution et la consommation d'aliments sur la base de la durabilité environnementale, sociale et économique.

La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantit des revenus justes à tous les peuples ainsi que le droit des consommateurs à contrôler leur alimentation et leur nutrition. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer les terres, les territoires, les eaux, les semences, le bétail et la biodiversité sont entre les mains de ceux d'entre nous qui produisent des aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales libérées de l'oppression et de l'inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et économiques et les générations.

le SSA ne fait aucune tentative pour explorer les défis systémiques sous-jacents ou identifier des alternatives systémiques véritablement transformatrices.

Au lieu de cela, ils ont ouvert la voie à un brainstorming sur de nombreuses « solutions révolutionnaires » tape-à-l'œil qui pourraient susciter l'intérêt des investisseurs (et des gouvernements qui cherchent à remplacer les dépenses publiques par des investissements privés). L'hypothèse sous-jacente de cette approche est que la « solution » nécessaire à notre système défaillant peut être fournie par de nombreux miracles technologiques qui nous permettront de surmonter les pandémies et la crise du changement climatique. Le SSA ne cherche pas à rééquilibrer le pouvoir, la gouvernance, l'économie ou la vision du monde.

Un jargon nouveau, mais toujours néolibéral : Les mouvements alimentaires ont également dû naviguer dans une terminologie nouvelle pour les discussions sur la politique alimentaire - notamment des termes tels que « solutions fondées sur la nature » et « production positive pour la nature ».

Encadré 7 : Le blitz des « solutions révolutionnaires » du SSA détourne l'attention de la nécessité d'approches plus transformatrices

À la mi-juillet 2021, le site web du SSA affirmait avoir reçu plus de 2 000 idées de « solutions révolutionnaires » qui avaient été synthétisées en plus de 50 « groupes de solutions ». ⁶⁶ Les listes de propositions reçues provenaient principalement de gouvernements et d'instituts de recherche du Nord, de groupes de pression de l'industrie et d'un large éventail d'entreprises de toute la chaîne alimentaire industrielle sous l'égide de groupes de pression tels que CropLife, Farming First, la Food and Land Use Coalition (FOLU) et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD).

Les propositions intéressées des groupes de pression industriels et des entreprises qui ont déjà contribué à la destruction de la planète

Le terme de solutions fondées sur la nature (ou SFN) est tiré du discours sur le changement climatique et la biodiversité pour décrire les interventions techniques et mercantiles dans les « infrastructures naturelles » qui sont censées contribuer à atténuer les dommages environnementaux. Parmi les exemples classiques de « solutions fondées sur la nature », citons la financiarisation du carbone forestier pour subventionner la protection des forêts (ce que l'on appelle la REDD - réduction des émissions dues à la dégradation et à la déforestation). Début 2019 et 2020, de grandes organisations de conservation et des groupes de pression d'entreprises tels que FOLU ont accéléré ce type de discours, en vue de relier le concept de SFN à l'agriculture et à l'alimentation, et de lier la gouvernance et les mécanismes de marché du climat, de la biodiversité et de l'alimentation, à des fins de compensation (voir l'encadré 8 ci-dessous).

Étant donné qu'un architecte clé du SSA, David Nabarro, a également dirigé la piste des NBS lors du Sommet sur le climat 2019 du Secrétaire général de l'ONU, il n'est peut-être pas surprenant que le cadrage des « solutions

sont décrites comme « positives pour la nature » et étiquetées comme des « solutions qui changent la donne » dans les documents présentant des pistes d'action. Par exemple, le US Soybean Export Council, qui soutient la production de soja génétiquement modifié, ⁶⁷ propose de « stimuler la production positive pour la nature dans les industries américaines de soja ». ⁶⁸ Parmi les autres propositions émanant de géants de l'industrie, citons les « initiatives en faveur du bœuf durable » de Tyson Foods, les « chaînes d'approvisionnement sans déforestation » de Nestlé et la « création d'une empreinte d'utilisation des terres pour des produits spécifiques » de Bayer. ⁶⁹

fondées sur la nature » pour l'alimentation et l'agriculture ait commencé à émerger tout au long de 2020, alors que les négociations sur les sommets sur le climat, la biodiversité et l'alimentation étaient visées simultanément.

Toutefois, il est important de souligner que l'expression « solutions fondées sur la nature » n'a pas de signification définie dans le contexte des systèmes alimentaires. Cela signifie qu'elle peut être - et est - utilisée pour faire référence à n'importe quelle idée à consonance généralement positive. C'est donc parfait pour les projets de blanchiment écologique des entreprises. Le SSA a aggravé ce langage vague et commode en inventant un autre terme non défini à ce jour, la « production positive pour la nature », un terme générique qui englobe tous les types d'agriculture et de production alimentaire qui font des déclarations vertes ou basées sur la nature, même si elles ne sont pas fondées. D'autres termes de « production positive » - agroécologique, biologique, régénérative, durable - sont tous insérés dans la mesure du possible pour rendre les résultats du SSA plus acceptables. Cela ne signifie pas qu'ils feront partie d'un processus véritablement transformateur, mais plutôt qu'ils font partie des concepts « poudre aux yeux ».

D'autres astuces linguistiques sont utilisées pour contrer les défis à l'agenda des entreprises : La question de savoir quelle vision plus large le SSA offre à l'alimentation et à l'agriculture est - finalement et sans surprise - devenue un champ de bataille contesté, tant en interne qu'en externe.

Il est significatif que la vision principale actuelle des mouvements alimentaires, qui gagne du soutien à la FAO - la voie de l'agroécologie/agriculture écologique - n'ait même pas été mentionnée dans l'agenda initial du SSA. De même, il n'y a pas été fait référence lorsque le sommet a été annoncé par le Secrétaire général de l'ONU en octobre 2019. Au contraire, le document de réflexion initial du sommet qualifiait « l'agriculture de précision » et le génie génétique d'outils

Encadré 8 : Comment et pourquoi les « SFN » ont contaminé les forums intergouvernementaux

L'expression « solutions fondées sur la nature » (ou SFN) est apparue au début des années 2000 dans des rapports de la Banque mondiale sur les « infrastructures naturelles ». Il a ensuite été repris dans les cercles de politique environnementale de l'Union européenne, avant d'apparaître à part entière dans les discussions sur la gouvernance du climat et de la biodiversité ces dernières années. La promotion des « solutions fondées sur la nature » a également occupé une place importante au sein de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui a élaboré une norme pour la vérification de ce qui constitue une SFN.

Pour les responsables de la politique climatique, les SFN désignent désormais des initiatives techniques et commerciales visant à « améliorer » la nature pour accroître sa capacité à agir comme un puits de carbone ou comme un moyen d'atténuer le changement climatique. Par exemple, il peut s'agir de payer pour des plantations, la conservation des zones humides ou la replantation de mangroves, ce qui peut entraîner le déplacement de communautés traditionnelles, plutôt que d'essayer de transformer l'énergie, les transports ou les infrastructures construites pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique. Les SFN sont donc généralement utilisées pour faire référence à des techno-solutions superficielles basées sur la nature pour résoudre la crise climatique.

Le sommet climatique COP-26 de la CCNUCC, qui se tiendra à Glasgow, au Royaume-Uni, en Novembre, a pour priorité l'établissement de règles pour régir une nouvelle génération de marchés mondiaux du carbone (dans le cadre des négociations autour de l'article 6 de l'accord de Paris). Les grandes organisations de conservation du Nord voient une énorme manne financière potentielle pour leurs propres projets de conservation si ces projets peuvent être inclus en tant que « solutions fondées sur

la nature » dont la séquestration du carbone pourrait soi-disant être vérifiée (par exemple par le biais de normes convenues par l'UICN) et ensuite échangée sur les marchés mondiaux du carbone.

L'approche SFN s'est ensuite étendue aux discussions et négociations sur les politiques de conservation de la biodiversité. L'enfant-vedette des « solutions fondées sur la nature » était la série de programmes REDD/REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) controversés de la Banque mondiale, qui financent les activités de conservation en offrant des crédits carbone ou d'autres « paiements pour services écosystémiques » (PSE). Ces programmes sont propices à la fraude et comportent tellement de lacunes que les acteurs nationaux et les entreprises peuvent même prétendre à des crédits en laissant seulement 10 % d'une forêt intacte ou en la replantant avec des plantations de monoculture qui génèrent des revenus supplémentaires.⁷⁰

Le sommet COP-15 de la CDB, qui devrait se tenir à Kunming en Chine en 2022, a pour but d'établir un cadre mondial pour la biodiversité post-2020. Les grandes ONG de protection de la nature et la plupart des pays industrialisés ont usé de leurs muscles pour faire migrer le concept de BNB depuis les discussions sur le climat, dans le but de l'insérer comme élément clé de l'accord sur la biodiversité post-2020 - toujours dans l'optique d'aligner les marchés du carbone sur les nouveaux marchés potentiels des paiements pour la conservation de la biodiversité. Jusqu'à présent, cette démarche s'est heurtée à une forte résistance de la part des délégués du Sud, des peuples autochtones et de la société civile, mais le terme a néanmoins trouvé sa place dans le texte des projets de décisions.

Le troisième des trois grands sommets est bien sûr le Sommet sur les systèmes alimentaires (même s'il pourrait bien avoir lieu avant les autres). Le suivi des négociations de ces trois sommets montre que l'émergence parallèle du « langage SFN » dans les négociations

sur la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture (également appelé « production positive pour la nature », comme décrit ci-dessus) a été encouragée avec enthousiasme par les grandes ONG de conservation, mais a rencontré une résistance de la part des mouvements de justice et de souveraineté alimentaires.

Ces derniers observent que les propositions de SFN dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture sont particulièrement liées aux tentatives de transformer les sols agricoles et les systèmes de production en nouvelles sources de crédits carbone potentiellement échangeables, et donc rentables, aux dépens des paysans et des petits exploitants qui seront encore plus marginalisés. Associé à « l'agriculture de précision » (la numérisation de l'alimentation et de l'agriculture), le potentiel de nouveaux marchés rentables est immense alors qu'ils accroissent le pouvoir et l'influence des entreprises tout en favorisant encore davantage l'accaparement des terres.

CONQUÊTE DES BIENS COMMUNS:

NEUTRALITÉ CARBONE

SIGNIFIE EN RÉALITÉ: UNE ASTUCE DE COMPTABLE POUR CONTINUER, VOIRE AUGMENTER, À ÉMETTRE CES GAZ EN UTILISANT DES TECHNOLOGIES PEU CONTRÔLÉES ET TESTÉES TOUT EN DÉTOURNANT L'ATTENTION D' ACTIONS EFFECTIVES SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

DOUBLE DISCOURS

SOIT DISANT: UNE SOLUTION À LA CRISE CLIMATIQUE QUI ABOLIT L'UTILISATION DE COMBUSTIBLES FOSSILES ET RÉDUIT À ZÉRO LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.

NEUTRALITÉ CARBONE

CONQUÊTE DES BIENS COMMUNS:

importants pour assurer la sécurité alimentaire future, tout en faisant une référence vague aux systèmes « traditionnels ».

Grâce aux critiques incessantes du mouvement paysan et de la société civile, et au lobbying diligent de ceux qui ont choisi de contester le système « de l'intérieur », l'agroécologie est désormais mentionnée dans les processus du SSA. Par exemple, le terme « agroécologie » figure désormais en bonne place dans le volet 3 en tant que domaine d'action qui occupe 34 pages sur les 144 pages de la vague de synthèse avec 12 actions proposées.⁷¹

Mais - et c'est un gros mais - l'agroécologie est mentionnée sur une base « neutre en termes d'échelle », ce qui signifie donc que les exploitations agricoles géantes peuvent adopter l'« agroécologie ». En outre, l'agriculture paysanne et indigène est répertoriée comme une catégorie distincte qui peut être « protégée » comme les objets exposés dans

un musée, mais elle n'est pas considérée comme la voie qui éloignera le monde de la faim et des autres crises liées à l'alimentation et à l'agriculture.

Il est également important de noter l'utilisation d'un langage similaire à celui de l'« agriculture régénératrice », à la fois dans le SSA et plus généralement par les groupes de pression des entreprises. Ce concept est né en grande partie dans les pays du Nord et se concentre sur la santé des sols, ce qui permet à de nombreuses grandes entreprises alimentaires - telles que General Mills, Pepsico et Nestlé - de se sentir légitime de l'adopter et de s'y engager, car cela n'entraînera pas de changements majeurs dans leurs industries nuisibles. En fait, le terme « agriculture régénératrice » est aujourd'hui utilisé de manière si indifférenciée par certaines entreprises qu'il désigne même parfois une agriculture fondée sur l'utilisation continue de produits agrochimiques et d'OGM dans le cadre de monocultures associées à l'élevage.

Encadré 9 : Une combinaison de rêve pour les entreprises : l'agriculture numérique combinée à la compensation carbone

Le nouveau plan visant à développer « l'agriculture de précision » en accélérant la numérisation de l'alimentation et de l'agriculture annonce que les grandes entreprises technologiques et agroalimentaires unissent leurs forces pour renforcer leur capacité collective à contrôler les opérations à la ferme, par exemple en mesurant le carbone du sol ou la croissance des plantes à l'aide de capteurs dans les exploitations, puis en prescrivant des solutions agricoles industrielles dites « régénératrices » par le biais de leurs plateformes agricoles numériques (telles que Climate Field View de Bayer ou « Operation Center » de John Deere).

Par exemple, en juillet 2020, Bayer, qui possède aujourd'hui Monsanto et sa filiale The Climate Corporation, a lancé la Bayer Carbon Initiative, qui rémunère les agriculteurs qui utilisent son application d'agriculture numérique s'ils suivent fidèlement ses recom-

mandations (qui incluent l'utilisation de produits Bayer) pour séquestrer le carbone dans leurs sols. L'imagerie satellitaire est ensuite utilisée pour vérifier la séquestration du carbone⁷². L'introduction de millions d'hectares de monocultures d'agriculture industrielle surveillées numériquement sur les marchés mondiaux du carbone sous couvert de « solutions fondées sur la nature » créerait une énorme manne financière pour Bayer et les autres géants de l'agriculture numérique.

Elle contribuerait également à résoudre un casse-tête majeur auquel sont confrontés les capitalistes du crédit carbone. Il est devenu évident que les puits de carbone dits traditionnels tels que les projets forestiers, ne sont pas en mesure d'absorber toutes les promesses de compensation faites par les entreprises⁷³. La capacité de séquestration du carbone des forêts étant déjà épuisée et les technologies spéculatives telles que « l'élimination du dioxyde de carbone »

Le tsunami de la numérisation menace les systèmes alimentaires

Les architectes du SSA ont choisi New York pour tenter de bouleverser la gouvernance mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Cette initiative représente une rupture importante par rapport à la manière dont les deux précédents sommets mondiaux sur l'alimentation ont été menés. Ils étaient fondés sur des processus de gouvernance qui existaient déjà et ont donc été organisés à Rome, siège de la FAO et du CSA.

Ce changement peut s'expliquer en partie par l'inquiétude croissante des entreprises face à la reconnaissance de l'importance de l'agroécologie par les agences basées à Rome, notamment au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Une deuxième raison réside clairement dans le désir d'ouvrir les secteurs de l'alimentation et de l'agricul-

étant toujours controversées et non prouvées, les négociants en carbone cherchent à intégrer les sols agricoles dans leurs systèmes d'échange afin de satisfaire les promesses de blanchiment écologique de leurs entreprises clientes (et d'empêcher l'effondrement d'une bulle financière).

Toutefois, pour ce faire, ils pourraient avoir besoin de nouveaux accords de gouvernance favorables aux entreprises afin de rendre l'agriculture « naturelle » compatible avec les marchés du carbone. Cela permet d'expliquer pourquoi la mise en place de nouveaux accords de gouvernance mondiale favorables aux entreprises est précisément à l'ordre du jour du SSA.

ture aux marchés du carbone et de la biodiversité. Cependant, une troisième réponse, encore plus profonde, implique probablement les changements et les bouleversements importants en matière de structure et de gouvernance qui seraient nécessaires dans le monde de l'alimentation et de l'agriculture pour permettre la numérisation projetée par les entreprises.

En 2021, nous constatons déjà que l'ensemble du système alimentaire industriel se numérise rapidement de bout en bout dans de nombreuses régions du monde. Par exemple, dans le Nord et dans les grands marchés urbains du Sud, les systèmes d'épicerie et de livraison de services alimentaires en ligne ont explosé à la suite des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19. Cela a rapidement élargi le rôle des nouveaux acteurs du secteur alimentaire numérique, dont Amazon, Alibaba, Ten Cent, Pinduoduo, FlipKart et d'autres, les plaçant en tête du peloton des acteurs de la vente au détail et de la distribution de produits alimentaires. Ces titans de l'information, qui, dans certains cas, contrôlent également les services de cloud pour l'agriculture numérique, forment désormais des alliances et des coentreprises avec l'agro-industrie, les philanthropes et le système des Nations unies lui-même.

Le déploiement de l'automatisation et des blockchains dans l'entreposage, la logistique et le transport a transformé la manipulation des aliments et des marchandises en une entreprise numérique. Dans les champs et les fermes industrielles, des changements similaires se produisent rapidement, avec la surveillance numérique, les plateformes de données, les drones et ce qu'on appelle « l'intelligence artificielle » (ou IA) qui surveillent et déplacent de plus en plus les travailleurs, prennent les décisions agricoles et remplacent les connaissances des agriculteurs, des pasteurs et des pêcheurs.

Cette prise de contrôle numérique des systèmes alimentaires converge également avec les biotechnologies avancées, notamment par

le biais des nouvelles technologies d'édition de gènes et de biologie synthétique, qui reposent également de plus en plus sur l'Intelligence Artificielle. Chacune de ces plateformes technologiques comporte de nouveaux risques et de nouvelles atteintes aux droits et aux économies paysannes, notamment parce qu'elles sont utilisées pour renforcer le contrôle monopolistique des entreprises sur les systèmes alimentaires. Elles font également partie d'une prise de contrôle bionumérique beaucoup plus large de l'économie mondiale que le FEM décrit comme « la quatrième révolution industrielle » ou « 4IR ». ⁷⁴

Cependant, pour que ces révolutions économiques planifiées aient lieu et que les nouvelles entreprises géantes assument le pouvoir, les anciens modèles de gouvernance doivent être démantelés. Ainsi, les partisans de la 4IR font pression pour que soient adoptées des politiques qui permettent une infrastructure de données et une surveillance étendue, autorisent des oligopoles intersectoriels sans précédent et encouragent l'utilisation de l'automatisation et de « l'IA » pour réquisitionner, déqualifier et remplacer de vastes pans de la main-d'œuvre, des terres et de la culture.

Ces demandes sont totalement incompatibles avec la promotion de la souveraineté alimentaire et d'une véritable agroécologie. Elles ne sont même pas compatibles avec l'architecture existante de la gouvernance alimentaire, dans laquelle la biodiversité, l'agroécologie, les connaissances indigènes, les droits des agriculteurs et des paysans et les notions de souveraineté alimentaire ont été combattus pendant une longue période et ont finalement été acceptés. Dans ces espaces, les nations du Sud et les représentants des petits agriculteurs et des paysans ont la possibilité de s'exprimer avec le même poids que les grands États de l'OCDE et les entreprises agroalimentaires et technologiques.

En d'autres termes, ceux qui s'efforcent de hâter une transformation bionumérique du système alimentaire industriel et de l'économie

mondiale au sens large sont à la recherche d'une forme de gouvernance différente qui serve leurs intérêts. Ils cherchent autre chose que les institutions existantes comme le CSA. La rhétorique du SAA encourage l'innovation de haute technologie en général, et les technologies numériques et biodigitales en particulier, et elle est utilisée pour essayer de générer des systèmes de gouvernance favorables aux entreprises qui sont détachés des agences basées à Rome, ainsi que pour attirer des investissements et des subventions gouvernementales accrues.

Invitations à participer au SSA : un cadeau empoisonné ?

L'annonce officielle de la tenue du Sommet sur les systèmes alimentaires en octobre 2019 a été accueillie avec beaucoup de scepticisme par la société civile, notamment en raison de la provenance douteuse du SSA. Ralentis par la pandémie, plus de 550 organisations et mouvements de la société civile ont tout de même réussi à signer une déclaration ferme condamnant le SSA pour son manque de transparence, l'influence induite des entreprises du Forum économique mondial et de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), et l'exclusion des droits de l'homme. Une autre déclaration, initiée par l'Oakland Institute, a été signée par 176 organisations de 83 pays : elle demandait expressément que le sommet soit dirigé par quelqu'un d'autre qu'Agnes Kalibata de l'AGRA. ⁷⁵

En réponse à ces critiques, le SSA a adopté une rhétorique de la « grande tente ». Il affirme désormais qu'il est « ouvert à tous, qu'il nous appartient à tous » et qu'il est guidé par un ensemble de principes d'engagement. Il semble que ce soit surtout de la poudre aux yeux. Dans le document de réflexion initial, la définition du terme « multipartite » ne comprenait que cinq catégories de parties prenantes : les décideurs politiques, les investisseurs, les médias, les scientifiques, les villes et les communautés. Il n'y avait

aucune référence à la société civile et aucune reconnaissance des peuples autochtones ; et les producteurs alimentaires étaient regroupés dans la catégorie des « investisseurs ». Outre le bureau du Secrétaire général des Nations unies et les agences basées à Rome qui s'occupent de l'alimentation et de l'agriculture, le seul acteur explicitement mentionné était le FEM.

Ce sont des omissions révélatrices, qui mettent en évidence la véritable raison qui sous-tend la proposition d'un Sommet sur les systèmes alimentaires, et qui servent à miner les tentatives ultérieures du SSA d'étouffer les critiques en soulignant que tout le monde est le bienvenu. Le discours du SSA est peut-être devenu « nous avons tous un rôle important à jouer dans le sommet », mais l'ambiguïté sur qui fait partie de ce « nous tous » pourrait persister, car il ne reconnaît toujours pas le fait que ce sont les paysans, les petits exploitants, les travailleurs agricoles, les éleveurs, les pêcheurs et les peuples autochtones qui produisent la majeure partie de la nourriture que consomme au moins 70 % de la population mondiale.

Pour se donner une légitimité, le SSA a cherché à engager un réseau de « champions » dont la tâche principale est d'aider à battre le tambour et à mobiliser le soutien. Les grandes ONG et les organisations d'agriculteurs ont été activement invitées à s'engager dans les processus. Elles ont été recrutées pour faire partie des équipes d'action qui ont examiné divers documents de référence sur les thèmes désignés et ont délibéré sur les recommandations à présenter aux États membres des Nations unies lors du pré-sommet du SSA à Rome en juillet. Il est bien connu au sein de la société civile que les tentatives de recrutement d'organisations, y compris d'organisations d'agriculteurs progressistes en tant que champions se sont heurtées à des refus successifs.

Néanmoins, en mai 2021, 106 champions avaient été trouvés et nommés. Ils ont le profil d'actuels ou d'anciens directeurs d'agences

des Nations unies et d'organisations internationales, ou encore de leaders d'opinion, en passant par des leaders de la jeunesse, des leaders paysans et des personnalités de la société civile. Le rôle des champions consiste à encourager, amplifier et légitimer le spectacle, non pas en tant que représentants officiels des secteurs dont ils sont issus, mais en tant qu'individus. Les détails de leurs commentaires sont bien moins importants que le fait qu'ils sont là en tant qu'influenceurs parmi leurs pairs, ajoutant à l'impression souhaitée que le sommet est réel et important et que la nouvelle norme qu'il vise pourrait être légitime et souhaitable.

Une « nouvelle normalité » dangereuse ? La prise de décision virtuelle

La pandémie COVID-19 a été le déclencheur nécessaire pour que la numérisation passe à la vitesse supérieure. De la même manière que tous ceux qui avaient un travail en présentiel et un accès aux smartphones, aux ordinateurs et à l'infrastructure numérique requise ont été obligés de passer au travail en ligne depuis leur domicile, les Nations unies ont également fait passer leurs réunions et leurs délibérations en mode en ligne.

Au cours des premiers mois de la pandémie, les réunions en ligne de l'ONU ont eu lieu, principalement, sous la forme de webinaires, de dialogues informatifs et d'occasions en ligne de partager des points de vue - en d'autres termes, des délibérations qui ne nécessitaient pas de décisions ni d'actions. À l'époque, on estimait que ces activités pouvaient être laissées de côté jusqu'à la reprise des réunions en face à face.

Cependant, lorsqu'il est devenu évident qu'il n'y avait aucun espoir que la pandémie se termine en 2021, les discussions se sont déplacées vers des délibérations et des échanges de vues sur les questions à l'ordre du jour. Au début de l'année 2021, des agences de

L'ONU comme la FAO ont commencé à organiser des processus «hybrides» impliquant des réunions socialement distantes de diplomates des missions des États membres dans d'immenses salles de réunion des centres de l'ONU (dans des villes comme Rome et Genève) avec des bureaucrates et des observateurs dans les capitales, relégués à la participation via les écrans froids et carrés de leurs ordinateurs. Certaines agences des Nations unies, comme l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement à Nairobi, ont choisi une voie plus prudente en acceptant de décider des questions de procédure en mode hybride, mais en réservant les questions substantielles de délibération et de prise de décision aux réunions en face à face de 2022.

Le présommet du SSA, et peut-être même le sommet complet, semblent devoir se dérouler de manière presque entièrement virtuelle, ses résultats étant élaborés en ligne. Pourtant, les réunions virtuelles de ce type risquent fort d'étouffer les voix de ceux qui n'ont pas accès aux smartphones, aux ordinateurs et aux infrastructures numériques, et de réduire au silence les voix critiques d'un simple clic. En outre, si la réduction des transports internationaux entraîne une diminution des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, elle ne signifie pas pour autant l'absence totale d'émissions : l'infrastructure numérique et les gadgets qui permettent ces centaines de réunions en ligne nécessitent toujours l'extraction de ressources et d'énergie, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre qui y sont associées.

En outre, contrairement aux sommets prévus de la CCNUCC et de la Conférence sur la biodiversité mentionnés ci-dessus, qui sont convoqués régulièrement en tant que conférences des parties à leurs traités respectifs des Nations unies, le SSA est un processus ponctuel qui vise, en un seul coup, à définir la forme future des systèmes alimentaires mondiaux ; et s'il n'est pas destiné à créer des politiques, il pourrait néanmoins légitimer un ensemble de récits et de paramètres qui permettront et conduiront à des changements majeurs.

L'une des principales raisons à cela est que les processus préparatoires du SSA sont composés d'experts auto-désignés représentant le monde universitaire, les groupes de réflexion, la société civile, les organisations d'agriculteurs et les centres internationaux de recherche agricole. Ce sont ces experts auto-désignés qui rédigeront les documents de référence et les recommandations des groupes de travail qui seront examinés par les États membres lors des événements du SSA à Rome en juillet 2021 et à New York plus tard dans l'année (la date n'a pas encore été annoncée). Cette situation contraste fortement avec les organes auxiliaires des conventions des Nations unies qui se réunissent pour discuter des questions de mise en œuvre et fournir des conseils scientifiques, techniques et technologiques et qui sont composés de représentants des États membres des Nations unies et d'experts nommés par les gouvernements.

Une approche globale : d'autres ramifications entrepreneuriales poussent et tirent dans la même direction que le SSA.

Comme nous l'avons prédit l'année dernière, d'autres évolutions au sein des agences alimentaires multilatérales pourraient également contribuer à façonner de manière significative l'orientation de l'alimentation et de l'agriculture mondiales, renforçant ainsi la voie tracée par le SSA. Il s'agit notamment de la plateforme internationale proposée pour l'alimentation et l'agriculture numériques et du controversé «One CGIAR» nouvellement centralisé.

« Promouvoir le produit » : la plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques. À la suite de consultations essentiellement en ligne au cours de la pandémie, l'idée de créer un conseil numérique international pour l'alimentation et l'agriculture, initialement défendue

par le gouvernement allemand lors du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA) en janvier 2019, s'est transformée en une proposition de plateforme internationale pour l'alimentation et l'agriculture numériques. Le fait de l'appeler « plateforme » lui donne un air plus démocratique, mais ce changement dans l'ordre des mots est également un aspect très révélateur : auparavant, il devait s'agir d'un conseil numérique sur l'alimentation et l'agriculture ; maintenant, c'est une plateforme sur l'alimentation et l'agriculture numérisées.

Le projet initial des termes de référence de cette plateforme a été présenté à la 164e session du Conseil de la FAO en juillet 2020, et des détails supplémentaires ont été présentés lors de la réunion du Comité des forêts en octobre 2020.⁷⁶ La mission et les objectifs de la plateforme comprenaient la discussion et l'analyse des risques et des avantages des technologies numériques dans l'alimentation et l'agriculture, et la formulation de recommandations aux gouvernements concernant les directives et autres instruments non contraignants susceptibles de relever les défis de la numérisation. Elle acquiert ainsi une autorité sur les questions relatives aux technologies numériques dans l'espace de l'alimentation et de l'agriculture, y compris en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Il s'agit d'un privilège qui n'a pas été accordé à d'autres technologies/systèmes de connaissances au sein de la FAO, notamment les systèmes de connaissances des agriculteurs et les approches agroécologiques.

La situation est déjà critique dans la mesure où les mécanismes opérationnels de cette plateforme - y compris le groupe de représentants intergouvernementaux, le comité consultatif et le forum multipartite en ligne - offrent très peu de possibilités d'engagement pour les OSC et les mouvements sociaux. Son unité de coordination sera hébergée dans le bureau de l'économiste en chef de la FAO, ce qui donne un indice sur le cadre attendu de l'initiative. Le financement sera assuré par des contributions extrabudgétaires, qui proviendront très probablement de son initiateur,

le gouvernement allemand. Afin de fournir un point d'ancrage au sein des Nations unies, la plateforme a été développée avec le soutien d'un mandat dérivé de la stratégie du Secrétaire général des Nations unies sur les nouvelles technologies et des recommandations du groupe de haut niveau sur la coopération numérique, coprésidé par Melinda Gates et Jack Ma.⁷⁷ Sur la recommandation du groupe de haut niveau, le bureau du secrétaire général des Nations unies prévoit également d'établir un organe multipartite de haut niveau sur la gouvernance numérique, qui est fortement critiqué par de larges formations de la société civile pour avoir accordé aux géants de la technologie une licence officielle pour gouverner les technologies numériques.⁷⁸

Accueillir la plateforme à la FAO s'inscrit dans l'approche du nouveau directeur général chinois de la FAO, Qu Dongyu, qui a pris la barre en 2019. Il n'a cessé de promouvoir la numérisation dans tous les aspects de l'alimentation et de l'agriculture, y compris la nutrition, et la salue comme un élément clé pour lutter contre la pauvreté et faire progresser le développement agricole.⁷⁹

Méga-fusion du « système de livraison » : Un seul CGIAR. Comme nous l'avons observé l'année dernière, la prise de contrôle du CGIAR par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), la Fondation Rockefeller, la Fondation Syngenta, la Banque mondiale et les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, en forçant sa consolidation en «Un seul CGIAR», était inévitable. Malgré l'infortunée objection de trois des 15 centres internationaux de recherche (CIRA), la pression agressive des puissants bailleurs de fonds pour «transformer plusieurs en un» est devenue une réalité en juillet 2020. Le conseil d'administration des 12 centres internationaux de recherche agricole (CIRA), avec des degrés divers de réticence et de résistance, a accepté de fusionner en une super-entité juridique, faisant de cette prise de contrôle la plus grande capture de biens publics internationaux jamais réalisée.⁸⁰

Cette méga-fusion implique l'intégration des actifs, des connaissances, de l'expertise, du

personnel et de la présence mondiale au sein d'une organisation unie et motivée par une mission unique.⁸¹ Concrètement, le CGIAR unique aura sous son contrôle environ 8 500 employés (scientifiques, techniciens, ouvriers agricoles et administrateurs) ; des milliards de dollars en terres, laboratoires et installations à travers le monde ; et 850 millions de dollars d'investissements annuels, avec une promesse d'augmentation à 2 milliards de dollars par an - des biens publics internationaux qui, dépensés correctement, pourraient être essentiels pour l'avenir de la sécurité alimentaire mondiale.

Toutefois, contrairement aux mégafusions largement médiatisées des géants des semences et de l'agrochimie (Bayer/Monsanto, Dow/DuPont et SinoChem/ChemChina/Syngenta) au cours des trois années qui ont précédé la pandémie, la méga-consolidation des CIRC s'est déroulée sans fanfare médiatique ni examen public, alors que la majeure partie du monde était terrée chez elle.

One CGIAR n'est pas le rachat classique d'une entreprise à but lucratif par une autre, mais un vaste coup de privatisation où les énormes actifs d'un groupe d'institutions publiques largement détenues sont cédés à un cadre restreint d'investisseurs qui considèrent les actifs publics comme une monnaie d'échange pour attirer les multinationales de l'agroalimentaire et structurer un nouveau « partenariat » public-privé qui pourrait finalement voir ces actifs passer aux mains du secteur privé.

La fusion de 15 organismes internationaux du secteur public en un seul ne relève normalement pas de la compétence des organismes nationaux de réglementation concernés par les fusions et acquisitions ou la législation antitrust, mais elle devrait l'être. Cette fusion ne va pas seulement s'emparer des ressources du Sud et monopoliser les semences du Sud ; elle va aussi transformer les marchés du Sud.

Le CGIAR unique se concentre sur l'utilisation de l'approche de haute technologie pour seulement neuf cultures et quelques espèces

de poissons et de bétail, en partenariat étroit avec les plus grandes entreprises agroalimentaires et biotechnologiques qui contrôlent les nouvelles technologies dans ces secteurs, ce qui subordonnera inévitablement les intérêts des centres de recherche agricole nationaux et régionaux. Alors que la nouvelle relation entre le CGIAR unique et les centres nationaux de recherche agricole est basée, en principe, sur la coresponsabilité dans la définition des objectifs de recherche, le pouvoir financier appartient aux donateurs les plus importants et les plus influents politiquement du CGIAR unique, menés par la Fondation Bill et Melinda Gates.

Alors que les différents CIRA se penchent sur la légalité de leur décision d'adhérer à One CGIAR dans le contexte de leurs juridictions nationales, la question la plus sérieuse concerne l'implication de la méga-fusion sur le statut juridique des 768 000+ échantillons de semences collectés pour la plupart dans les champs des agriculteurs et stockés dans les 11 banques de gènes du CGIAR. Cet atout inestimable - la moitié du matériel génétique unique de sélection végétale dans le monde - est désormais à la disposition de la nouvelle entité. La FAO supervise les politiques relatives aux banques de gènes du GCRAI en vertu d'un accord juridique conclu avec les centres en 1994, mais il est urgent de clarifier les implications de la fusion sur le statut de ces banques de gènes.

Et tandis que la majorité de la société civile serait d'accord pour que le CGIAR soit dissous ou massivement restructuré, les philanthro-capitalistes et les gouvernements qui détiennent la bourse du CGIAR ne doivent pas être autorisés à prendre le contrôle de la recherche agricole internationale.

Encadré 10 : Le mauvais sommet : le sommet dont nous avons besoin vs celui qui est prévu

	Le sommet dont nous avons besoin	Le sommet qui est prévu
Quoi	Un véritable processus ascendant, mené par les mouvements alimentaires (y compris les paysans, les agriculteurs, les travailleurs de l'alimentation, les peuples autochtones et la société civile). Suivi d'un processus gouvernemental démocratique, coordonné par le CSA, avec la pleine participation des mouvements alimentaires.	Un spectacle et une diversion.
Qui	Sous l'impulsion des mouvements alimentaires (notamment les paysans, les agriculteurs, les travailleurs du secteur alimentaire, les populations autochtones et la société civile).	Sous l'impulsion du Forum économique mondial, des philanthro-capitalistes, des gouvernements du Nord, des associations commerciales internationales.
Vision	Transformation systémique du système alimentaire et de sa gouvernance, guidée par ceux qui sont engagés dans les réseaux alimentaires paysans et en accord avec les principes de souveraineté alimentaire et de justice.	Propositions d'une liste de "solutions à court terme" ("solutions qui changent la donne") qui sont pour la plupart des techno-solutions favorisant l'industrie mais qui peuvent être maquillées pour donner l'impression que leur intention première est d'atteindre les objectifs de développement durable.
Analyse	Reconnaissance des vastes problèmes à long terme du système alimentaire industriel, des injustices coloniales historiques et actuelles, de la concentration du pouvoir et des racines systémiques des crises écologiques, sanitaires et démocratiques entremêlées. Reconnaissance du rôle clé des réseaux alimentaires paysans pour l'alimentation, la santé et le climat.	Une reconnaissance sélective de certains aspects du changement climatique, de la perte de biodiversité, des problèmes de genre et des chocs tels que la pandémie de COVID-19, combinée à l'ignorance intentionnelle des causes profondes de ces problèmes, y compris le rôle du système alimentaire industriel dans toutes ces crises/injustices. Une pression privilégiée pour des solutions techniques et orientées vers le marché.

Gouvernance et participation	Processus démocratiques, multilatéraux, responsables, en présentiel, fondés sur la mise en place d'un agenda ascendant et l'élaboration de politiques par le biais de structures représentatives participatives (par exemple, la société civile et le mécanisme des populations autochtones).	Un format de dialogue multilatéral, plein de gadgets, de type « conférence », dirigé par des « envoyés spéciaux », soutenu par des « champions », des « dialogues » indépendants ad hoc, un panel étroit « d'experts scientifiques » et des « pistes d'action » opaques, le tout géré par des personnalités politiques nommées. Événement virtuel en ligne.
Transformation bio-digitale	Développer une action commune pour évaluer et traiter les impacts sociaux, économiques, culturels et des droits de l'homme significatifs de la transformation numérique et biodigitale actuelle des systèmes alimentaires mondiaux ; et proposer une gouvernance pour garantir que toute technologie souhaitable soit basée sur l'équité et préserve la souveraineté alimentaire, les droits de l'homme et la biodiversité, face à cette transformation.	Promouvoir des opportunités rentables pour les technologies numériques et bio-numériques en tant que « solutions changeant la donne » ; sans aucun regard critique ou considération de leurs impacts sociaux, économiques et environnementaux négatifs ; et permettre des changements de gouvernance et des investissements pour accélérer la transformation numérique et bio-numérique.
Solutions	L'agroécologie et la souveraineté alimentaire (telles qu'élaborées dans les principes Nélyélini). La justice alimentaire, fondée sur la production et le partage d'aliments agroécologiques, locaux et adaptés à l'écologie et à la culture.	Des « solutions qui changent la donne », qui favorisent un contrôle accru des entreprises et de nouvelles technologies risquées, déguisées en « production positive pour la nature », « solutions fondées sur la nature », « agriculture régénérative » et « agriculture numérique ».
Siège politique	Mené par l'impulsion des mouvements alimentaires paysans mondiaux et régionaux, liés au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) basé à Rome.	Tenu à New York, conçu à Davos, la communication est dirigée depuis Londres.
Source d'expertise	Modifier et renforcer le groupe d'experts de haut niveau du CSA, afin d'y inclure divers systèmes de connaissances, notamment les savoirs des agriculteurs, des paysans et des populations autochtones.	Panel restreint d'« experts scientifiques », proposant une structure experte/technocratique de type « GIEC pour l'alimentation ».

Le sommet que NOUS voulons

À tous égards, le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, tel que proposé par le Secrétaire général de l'ONU, favorise les intérêts croisés de l'agrobusiness et des acteurs philanthro-capitalistes. Ce n'est pas seulement le mauvais sommet ; il ne devrait même pas être appelé un sommet.

Il serait plus approprié de le qualifier de « congrès sous une grande tente » réunissant des parties prenantes ayant un éventail d'intérêts très particulier, convoqué pour donner une impression d'inclusion en permettant des présentations de « propositions susceptibles de changer la donne ».

Après des décennies de lutte pour la reconnaissance du droit à l'auto-organisation, la société civile risque de perdre beaucoup de terrain car les bureaucrates de l'ONU et le secrétariat du SSA, en étroite collaboration avec les groupes de pression des entreprises, organisent et dirigent collectivement les consultations, définissent l'ordre du jour, fixent les règles d'engagement et sélectionnent les participants, le tout avec un ordre du jour et un résultat fixes en tête.

L'objectif est de favoriser des résultats favorables aux techno-solutions des entreprises et générateurs de profits. Il est d'ores et déjà évident que le Sommet sur les systèmes alimentaires ne s'attaquera pas aux crises sous-jacentes qui ont été déclenchées par la chaîne alimentaire industrielle.

L'état de la chaîne alimentaire industrielle et ses impacts sur les personnes et notre environnement nécessitent bien de toute urgence une transformation de la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture, mais ce sommet est exactement la mauvaise réponse. Au contraire, les mouvements, la société civile et les gouvernements devraient profiter de ce moment critique, en s'appuyant sur le haut degré d'opposition commune au SSA, pour initier un processus entièrement différent :

le sommet dont nous avons besoin. Ce processus pourrait commencer par un appel à la tenue d'un nouveau sommet sur les systèmes et la souveraineté alimentaires, dirigé par les populations, qui s'inspirerait du Forum Nélyélini de 2007 au Mali.⁸²

Un véritable sommet doit avoir, au cœur même de ses fondements, les intérêts et la participation significative des paysans, des petits exploitants, des pasteurs, des pêcheurs, des populations indigènes et des jardiniers urbains qui constituent la chaîne alimentaire paysanne et qui nourrissent l'écrasante majorité de la population de la planète. Les résultats de ce sommet devraient alimenter et contribuer à façonner les délibérations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui est l'organe légitime des Nations unies mandaté pour traiter des questions de sécurité alimentaire mondiale, avec des mécanismes établis pour la participation des détenteurs de droits et la reconnaissance de leur droit à s'auto-organiser.

Un sommet sensé et stratégique sur les systèmes alimentaires s'attaquerait aux causes profondes de la faim systémique qui continue d'affecter quelques 800 millions de personnes dans le monde.

L'accès équitable à la nourriture et aux moyens de la produire ne peut être atteint que si nous reconnaissons et mettons un frein à la concentration immorale des ressources et à la consolidation du pouvoir entre les mains des oligopoles tout au long de la chaîne alimentaire, ainsi qu'au contrôle croissant que sont en train d'acquérir les géants de la technologie sur les systèmes alimentaires.

Il faut prendre au sérieux la lutte contre le pouvoir des entreprises dans la chaîne alimentaire industrielle. La menace qu'elles représentent pour le réseau alimentaire paysan ne doit pas être édulcorée par des concepts tels que la « gouvernance multipartite », qui rendent invisible les problèmes structurels des systèmes alimentaires.

Endnotes

- 1 Par exemple, alors que les responsables du Sommet se disent concernés par les préoccupations liées au genre, la documentation révèle que les processus de mise en œuvre de l'évènement sont particulièrement dépourvus d'analyse féministe et raciale. La communauté LGBTQ+ n'est pas non plus représentée au sein des communautés alimentaires. Laura Langner, « Summary of Findings from Research on Narratives, Meta-narratives and Corporate Mapping for FSS » Communication interne reçue le 9/06/2021.
- 2 ETC Group, 2020 "The Next Agribusiness Takeover: Multilateral Food Agencies", Communiqué #117, February. Disponible à : https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_nextagtake_a4_v7.pdf
- 3 Grylls, B, 2021, Interview with Robbert de Vreede, Unilever's Executive Vice President of Global Food. Disponible à : <https://www.newfoodmagazine.com/article/130893/biodiversity/>, accessed on 10 March 2021.
- 4 ETC Group, 2017, "Who Will Feed Us; The Industrial Food Chain vs. The Peasant Food Web". Disponible à : <https://www.etcgroup.org/whowillfeedus>
- 5 Food and Agriculture Organization, 26 May 2019, "Celebrating family farms' contribution to zero hunger and healthier diets". Disponible à : <http://www.fao.org/news/story/en/item/1195756/ico>
- 6 Les agences alimentaires des Nations unies basées à Rome sont l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).). Consulter: <https://www.wfp.org/rome-based-agencies>
- 7 Sundram, J K, 2021, "Corrected Version: Struggle for the Future of Food", 10 May. Disponible à : <http://www.ipsnews.net/2021/05/corrected-version-struggle-future-food/>
- 8 United Nations, 2019, "UN Chief on World Food Day" [Video insert]. Disponible à : <https://news.un.org/en/story/2019/10/1049361>
- 9 Video of David Nabarro's statement on plans for a World Food Systems Summit at the EAT Forum, 12 June 2019. Disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=05QObNSNXVg&t=828s>
- 10 United Nations-World Economic Forum, 2019, "Strategic Partnership Framework", 13 June 2019. Disponible à : <https://weforum.ent.box.com/s/rdlqipawkx-izvdaidw8npbyach2qbt>
- 11 Jomo Kwame Sundram, InterPress Service, "Corrected Version: Struggle for the Future of Food", 10 May 2021. Disponible à : <http://www.ipsnews.net/2021/05/corrected-version-struggle-future-food/>
- 12 Site web du Dialogue sur les Systèmes Alimentaires. Disponible à : <https://foodsystems-dialogues.org/>
- 13 Ces groupes sont : Les entreprises et l'industrie ; les enfants et les jeunes ; les agriculteurs ; les peuples autochtones ; les autorités locales ; les ONG ; la communauté scientifique et technologique ; les femmes ; et les travailleurs et les syndicats : <https://sustainabledevelopment.un.org/aboutmajorgroups.html>
- 14 Harris Gleckman, 2016, "Multistakeholder Governance: A Corporate Push for a New Form of Global Governance", Transnational Institute. Disponible à : <https://www.tni.org/files/publication-downloads/state-of-power-2016-chapter5.pdf>
- 15 Site web du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Disponible à : <http://www.fao.org/cfs/en/>
- 16 United Nations, 2021, "Bios of the Scientific Group of the UN Food Systems Summit 2021". Disponible à : <https://sc-fss2021.org/about-us/bios-of-members/>
- 17 IPES-Food, 2021, "AN 'IPCC FOR FOOD'? How the UN Food Systems Summit is being used to advance a problematic new science-policy agenda" Disponible à : http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/GovBrief.pdf
- 18 A Growing Culture, 2021, "We Should All Be Worried About The United Nations Food Systems Summit". Disponible à : <https://agrowing-culture.medium.com/we-should-all-be-worried-about-the-united-nations-food-systems-summit-803159ee9903>
- 19 Draft Letter on the UN Food System Summit. Disponible à : https://www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2020/02/EN_Edited_draft-letter-UN-food-systems-summit_070220-4.pdf
- 20 Canfield, M et al, 2021, "UN Food Systems Summit 2021: Dismantling Democracy and Resetting Corporate Control of Food Systems", Frontiers in Sustain Food Systems, 13 April. Disponible à : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.661552/full>
- 21 AGRA, 2021, "Dr Agnes Kalibata". Disponible à : https://agra.org/zt_team/dr-agnes-kalibata-2/
- 22 Food and Land Use Coalition, 2018, "FOLU's Nabarro and Hadad awarded World Food Prize", 2 July. Disponible à : <https://www.foodandlandusecoalition.org/world-food-prize/>
- 23 4SD: Skills, Systems and Synergies for Sustainable Development, 2021, "Our Team". Dis-

- ponible à : <https://4sd.info/about-us/our-team/>
- 24 SYSTEMIQ, 2018, "SYSTEMIQ Advisor David Nabarro named 2018 World Food Prize Recipient", 25 June. Disponible à : <https://www.systemiq.earth/2018-world-food-prize-recipient/>
- 25 Spotlight on Sustainable Development, 2020, "SDG 2 – Human rights risks of multi-stakeholder partnerships: the Scaling Up Nutrition Initiative". Disponible à : <https://www.2030spotlight.org/en/book/1883/chapter/sdg-2-human-rights-risks-multi-stakeholder-partnerships-scaling-nutrition>
- 26 World Economic Forum, 2019, "WEF and UN sign strategic partnership network". Disponible à : <https://www.weforum.org/press/2019/06/world-economic-forum-and-un-sign-strategic-partnership-framework/>
- 27 IFPRI, 2021, "About IFPRI". Disponible à : <https://www.ifpri.org/about>
- 28 IPES-FOOD, 2020, "Open letter: 'One CGIAR' with two tiers of influence?". Disponible à : <http://www.ipes-food.org/pages/OneGGIAR>
- 29 WEF, 2019, "A Platform for Impact" [brochure]. Disponible à : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Institutional_Brochure_2019.pdf
- 30 WEF, 2021, "Leadership and Governance" [website]. Disponible à : <https://www.weforum.org/about/leadership-and-governance>
- 31 Swiss Broadcasting Corporation, 2020, "Ten questions about the World Economic Forum", 20 January. Disponible à : https://www.swissinfo.ch/eng/security--criticism-and-success_ten-questions-about-the-world-economic-forum/45492246
- 32 WEF, 2020, World Economic Forum Appoints New Members to Board of Trustees, 2 September. Disponible à : <https://www.weforum.org/press/2020/09/world-economic-forum-appoints-new-members-to-board-of-trustees-3b4f679708/>
- 33 Balch, O, 2021, "Mars, Nestlé and Hershey to face child slavery lawsuit in US", 12 February. Disponible à : <https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/12/mars-nestle-and-hershey-to-face-landmark-child-slavery-lawsuit-in-us>
- 34 Rajput, R, 2019, "Ambani overseas income case: I-T department seeks clarifications", 31 December. Disponible à : <https://economictimes.indiatimes.com/news/company/corporate-trends/ambani-overseas-income-case-i-t-dept-seeks-clarifications/article-show/73039240.cms>
- 35 Friends of the Earth, 2019, "As the Amazon burns, BlackRock named as world's largest investor in deforestation". Disponible à : <https://foe.org/news/>

- amazon-burns-blackrock-named-worlds-largest-investor-deforestation/
- 36 World Economic Forum, 2020, "Who's coming to Davos 2020, and everything else you need to know". Disponible à : <https://www.weforum.org/agenda/2020/01/davos-2020-who-is-coming-and-everything-you-need-to-know/>
- 37 World Economic Forum, 2019, "The Davos Manifesto: towards a better kind of capitalism". Disponible à : <https://www.weforum.org/agenda/2019/12/why-we-need-the-davos-manifesto-for-better-kind-of-capitalism/>
- 38 Open letter, "Corporate capture of global governance: The World Economic Forum (WEF)-UN partnership agreement is a dangerous threat to UN System". Disponible à : <https://www.cognitofirms.com/MultistakeholderismActionGroup/CorporateCaptureOfGlobalGovernanceTheWorldEconomicForum-WEFUNPartnershipAgreementIsADangerousThreatToUN?fbclid=IwARojaqd3fdz2Nl3ndSl-fbRmlMw-MESKTDX5SlwtN-kwY3eLfQAFq7IujM>
- 39 Rosa Luxemburg Stiftung, 2020, "False Promises: Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)". Disponible à : https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Studien/False_Promises_AGRA_en.pdf
- 40 Rosa Luxemburg Stiftung, 2020, "False Promises: Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)". Disponible à : https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Studien/False_Promises_AGRA_en.pdf
- 41 Malabo Montpellier Panel, 2020, "Adebisi Araba is new MD of African Green Revolution Forum". Disponible à : <https://www.mamopanel.org/news/in-the-news/2020/apr/21/adebisi-araba-new-md-african-green-revolution-foru/>
- 42 Rocketreach, 2021. Disponible à : https://rocketreach.co/adam-gerstenmier-email_19175928
- 43 GRAIN, 2021, "Corporate greenwashing: 'net zero' and 'Nature-based Solutions' are a deadly fraud". Disponible à : <https://grain.org/en/article/6634-corporate-greenwashing-net-zero-and-nature-based-solutions-are-a-deadly-fraud>
- 44 FOLU, 2019, "Growing Better: ten critical transitions to transform food and land use", Executive Summary. Disponible à : www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-Growing-Better-GlobalReport-ExecutiveSummary.pdf
- 45 Food Tank, 2019, "David Nabarro Aims to Equip Leaders to Meet U.N. Sustainability Goals". Disponible à : <https://foodtank.com/news/2019/08/>

david-nabarro-aims-to-equip-leaders-to-meet-u-n-sustainability-goals/

46 4SD, 2020, “4SD supports the Food Systems Summit preparation process”. Disponible à : <https://4sd.info/news/4sd-supports-the-food-systems-summit-preparation-process/>

47 Birn A-E & Richter J, 2017, “U.S. Philanthrocapitalism and the Global Health Agenda”. Preview disponible à : <http://www.peah.it/2017/05/4019/>

48 The Rockefeller Foundation, 2006, “Africa’s Turn: A New Green Revolution for the 21st Century”. Disponible à : https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/dc8aefda-bc49-4246-9e92-9026bcoeedo4-africas_turn.pdf

49 “Pour sa définition du philanthrocapitalisme, McGoey s’appuie sur le livre *Philanthrocapitalism : How the Rich Can Save the World* (2008), de Matthew Bishop et Michael Green. En les paraphrasant, elle note que le terme a deux significations distinctes. Premièrement, il s’agit d’une « nouvelle façon de faire de la philanthropie, qui imite la façon dont les affaires sont menées dans le monde capitaliste à but lucratif ». Deuxièmement, il concerne « la manière dont le capitalisme lui-même peut être naturellement philanthropique. » Morey, M, 2016, « The Price of Giving », Stanford Social Innovation Review. Disponible à : https://ssir.org/books/reviews/entry/the_price_of_giving#

50 Loffredo, J & Greenstein, M, 2020, “Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health.” 18 July. Disponible à : <https://grain.org/en/article/6511-why-the-bill-gates-global-health-empire-promises-more-empire-and-less-public-health>

51 Loffredo, J & Greenstein, M, 2020, “Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health.” 18 July. Disponible à : <https://grain.org/en/article/6511-why-the-bill-gates-global-health-empire-promises-more-empire-and-less-public-health>

52 McGoey, L 2021, “Why Billionaires Like Bill Gates Can’t Fix the Problems They Helped Create” 25 May. Disponible à : <https://www.nytimes.com/2021/05/25/opinion/bill-melinda-gates-foundation.html>

53 Duffy, K, 2021, “Bill Gates is America’s biggest owner of private farmland, and his 242,000 acres could be split in his divorce.” 4 May. Disponible à : <https://www.businessinsider.in/finance/news/bill-gates-now-owns-242000-acres-of-farmland-making-him-americas-biggest-private-farmland-owner-according-to-a-new-report/articleshow/80287649.cms>

54 According to its website, “B Corps are a new type of company that uses the power of business to

solve social and environmental problems.” SYSTEMIQ, 2021, “What is SystemIQ?” Disponible à : <https://www.systemiq.earth/what-is-systemiq/>

55 SYSTEMIQ, 2021, “Our team”. Disponible à : <https://www.systemiq.earth/our-team/>

56 SYSTEMIQ, 2021, “Multistakeholder Forestry Programme”. Disponible à : <https://www.systemiq.earth/portfolio/multistakeholder-forestry-programme/>

57 Balch, O, 2018, “The disruptors: How Jeremy Oppenheim is leading the charge for systems change.” 14 November. Disponible à : <https://www.reutersevents.com/sustainability/disruptors-how-jeremy-oppenheim-leading-charge-systems-change>

58 SYSTEMIQ hosts FOLU’s office in London and appears to run its website. See: FOLU, (no date), “Privacy policy”. Disponible à : <https://www.foodandlandusecoalition.org/privacy/>

59 Marchmont Communications, 2021, “Farming First”. Disponible à : <https://www.marchmontcomms.com/farming-first-promoting-agricultures-key-role-in-sustainable-development/>

60 Marchmont, 2019, “Innovation in Crop Protection Products: Series One” (Marchmont for Croplife). Disponible à : http://www.apaari.org/web/wp-content/uploads/downloads/2019/CropLife_CropTech_Series_1_Information_Pack.pdf

61 World Farmers’ Organisation, 2020, “WFO at the first pre-UN Food Systems Summit event”. Disponible à : https://www.wfo-oma.org/wfo_news/wfo-at-the-pre-un-food-systems-summit-event/

62 Nature for Climate, 2021, “What Are Natural Climate Solutions”. Available at: <https://nature4climate.org/about/purpose/>

63 Johnson, B, 2020, “Now the time to plan our green recovery.” 17 November. Disponible à : <https://www.ft.com/content/6c112691-fa2f-491a-85b2-b03fc2e38a30>

64 For a seminal critique of systems thinking and of the scientism behind it see: Haraway, D J, 1989, “Primate visions: Gender, race, and nature in the world of modern science”, Psychology Press. Also published in 1990 by Routledge, ISBN 9780415902946

65 nyéléni.org, 2007, “Declaration of Nyéléni”, 27 February. Disponible à : <https://nyeleni.org/spip.php?article290>

66 United Nations, 2021, “Potential solutions for local, regional and global action to deliver SDGs by transforming food systems.» Disponible à : <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/potential-solutions-local-regional-and-global-action-deliver-sdgs>.

67 US Soybean Export Council, 2018, “Soy Farmers Talk Importance of Biotechnology During China Mission Trip.” Disponible à : <https://ussec.org/u-s-soy-farmers-talk-importance-biotechnology-china-mission-trip/>

org/u-s-soy-farmers-talk-importance-biotechnology-china-mission-trip/

68 United Nations Food Systems Summit, 2021, “Action Track 3: Boosting Nature Positive Production - Potential Game Changing and Systemic Solutions: A Second Compilation”. Disponible à : https://foodsystems.community/members/jessica_colston/activity/6000/

69 Voir note 68.

70 WRM, 2019, “REDD+: A Scheme Rotten at the Core”, 30 September. Disponible à : <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/redd-a-scheme-rotten-at-the-core/>

71 Voir note 68.

72 Plume, K, 2020, “Bayer launches carbon capture program for U.S. and Brazil farmers”, Reuters. Disponible à : <https://www.reuters.com/article/us-bayer-farming-climate-change-idUSKCN24M2CE>

73 Un rapport récent de Greenpeace, intitulé «Net Expectations», souligne que le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat indique que l’élimination maximale durable du CO2 en 2050 par la plantation de nouvelles forêts se situe entre 500 et 3 600 millions de tonnes par an, mais que «les engagements nets zéro des compagnies aériennes ou pétrolières individuelles représentent chacun 6 à 10 % de cette quantité totale, ce qui signifie que des centaines, voire des milliers, d’engagements nets zéro des entreprises ne sont pas soutenus par une réelle capacité biophysique à absorber leurs émissions». Greenpeace, 2021, «Net Expectations : assessing the role of carbon dioxide removal in companies’ climate plans». Disponible à : <https://www.greenpeace.org.uk/resources/net-expectations-cdr-briefing/>

74 Schwab, K, 2016, “The Fourth Industrial Revolution: what it means, how to respond.” World Economic Forum. Disponible à : <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-fourth-industrial-revolution-what-it-means-and-how-to-respond/>

75 Oakland Institute, 2020, “Call to Revoke AGRA’s Agnes Kalibata as Special Envoy to 2021 UN Food Systems Summit”. Disponible à : <https://www.oaklandinstitute.org/revoked-agra-agnes-kalibata-special-envoy-2021-un-food-systems-summit>

76 FAO, 2020, “Proposal for the establishment of an International Digital Council for Food and Agriculture”. Disponible à : <http://www.fao.org/3/nd713en/nd713en.pdf>

77 UN, 2021, “UN Secretary-General’s High-Level Panel on Digital Cooperation”. Disponible à : <https://www.un.org/en/sg-digital-cooperation-panel>

78 Just Net Coalition, 2020, “More than 170 civil society groups worldwide oppose plans for a Big Tech dominated body for global digital governance”. Dispo-

nible à : <https://justnetcoalition.org/big-tech-governing-big-tech.pdf>

79 FAO, 2020, “FAO Director General says digital technology is critical in fighting poverty and advancing agricultural development”, FAO News Release, 16 January. Disponible à : <http://www.fao.org/director-general/news/news-article/en/c/1257777/>

80 Les deux centres liés aux forêts (CIFOR en Indonésie et ICRAF au Kenya) ont tous deux voté contre la fusion, tandis que l’ICRISAT en Inde s’est abstenu. L’avenir de ces trois centres, y compris leur relation avec One CGIAR, n’est pas clair.

81 CGIAR, 2021, “Strategy”. Disponible à : <https://www.cgiar.org/how-we-work/strategy/>

82 Nyéléni.org, 2021, Nyéléni History. Disponible à : <https://nyeleni-eca.net/nyeleni-history>

